

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DU MALI

TARIFS DES ABONNEMENTS		TARIFS DES INSERTIONS		OBSERVATIONS
	Un an	6 mois	La ligne.....	Prix au numéro de l'année courante.....500F
			.....400 F	Prix au numéro des années précédentes.....600F
Mali .....	20.000 F	10.000 F	Chaque annonce répétée.....	Les demandes d'abonnement et les annonces
Afrique.....	35.000 F	17.500 F	.....moitié prix	doivent être adressées au Secrétariat Général
Europe.....	38.000 F	19.000 F	Il n'est jamais compté moins de 2.000 F pour les annonces.	du Gouvernement-D.J.O.D.
Frais d'expédition.....	13.000 F			Les abonnements prendront effet à compter de
				la date de paiement de leur montant. Les abon-
				nements sont payables d'avance.

## SOMMAIRE

### ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

#### LOIS-DECRETS-ARRETES

**28 mai 2015-Loi n°2015-011/** autorisant la ratification de la Convention fiscale tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Bamako, le 20 février 2014, entre le Gouvernement de la République du Mali et le Gouvernement du Royaume du Maroc.....**p.963**

**28 mai 2015-Loi n°2015-012/** portant modification de la Loi n°06-067 du 29 décembre 2006, modifiée, portant Code général des Impôts.....**p.963**

**28 mai 2015-Loi n°2015-013/** portant modification de la Loi n°06-067 du 29 décembre 2006, modifiée, portant Code général des Impôts.....**p.963**

**8 mai 2015-Décret n°2015-0351/P-RM** fixant les modalités d'attribution et de gestion des logements sociaux.....**p.963**

**Décret n°2015-0352/P-RM** fixant les détails des compétences transférées de l'Etat aux Collectivités territoriales dans le domaine de l'Artisanat.....**p.968**

**Décret n°2015-0353/P-RM** fixant le détail des compétences transférées de l'Etat aux Collectivités territoriales dans le domaine du Tourisme.....**p.970**

**Décret n°2015-0354/P-RM** portant nomination du Sous-directeur Vie associative et Conseil international du Sport militaire à la Direction du Sport militaire.....**p.971**

**SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT**

**19 mai 2015-Décret n°2015-0362/P-RM** fixant le taux des allocations familiales.....p.972

**Décret n°2015-0363/P-RM** fixant le Salaire minimum interprofessionnel garanti....p.972

**Décret n°2015-0364/P-RM** portant majoration des traitements indiciaires des Fonctionnaires et des salaires de base du personnel de l'Administration relevant du Code du travail, du personnel enseignant contractuel de l'Etat et du personnel enseignant contractuel des Collectivités territoriales.....p.973

**Décret n°2015-0365/P-RM** portant approbation du marché relatif aux travaux d'aménagement et de bitumage de la route Gao-Bourem-Taoussa (130 km).....p.978

**Décret n°2015-0369/P-RM** portant attribution de distinction honorifique à titre posthume.....p.978

**Décret n°2015-0370/P-RM** portant attribution de distinction honorifique à titre étranger.....p.978

**Décret n°2015-0371/P-RM** portant attribution de distinction honorifique.p.979

**21 mai 2015-Décret n°2015-0372/PM-RM** portant nomination du Président du Comité national d'organisation du sommet Afrique - France de 2016.....p.979

#### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

**04 avril 2014 – Arrêté n°2014-1137/MEF-CAB** portant institution d'une régie spéciale d'avances auprès de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de la Justice.....p.979

**Arrêté n°2014-1138/MEF-CAB** portant agrément de Monsieur Abdoulaye DEMBELE habilité à exécuter des opérations de change manuel.....p.980

**Arrêté n°2014-1139/MEF-CAB** portant la liste des cabinets et sociétés de courtage en assurance de l'exercice 2014.....p.981

**04 avril 2014– Arrêté n°2014-1141/MEF-CAB** autorisant le paiement par annuités sur les exercices 2013 et 2014 du lot 2 du marché relatif à la réalisation des projets du plan de développement informatique : l'intranet et la téléphonie IP de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS).....p.982

**Arrêté n°2014-1142/MEF-CAB** fixant le régime fiscal et douanier applicable aux marchés et contrats financés par l'Office du Niger dans le cadre de l'exécution du contrat plan 2014/2018.....p.982

**Arrêté n°2014-1189/MEF-MDCB-CAB** portant approbation du budget pour l'exercice 2014 de l'Agence Nationale d'Assistance Médicale (ANAM).....p.983

**Arrêté n°2014-1190/MEF-MDCB-CAB** portant approbation du budget pour l'exercice 2014 du Centre International de Conférences de Bamako (CICB).....p.984

#### MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

**04 avril 2014 Arrêté N°1126/MESRS-SG** portant radiation.....p.984

**Arrêté N°1128/MESRS-SG** portant admission à l'examen de sortie de l'Ecole Normale Supérieure de Bamako, filière Professeurs d'Enseignement Fondamental, session de juillet 2013.....p.984

**Arrêté N°1129/MESRS-SG** portant rectificatif à l'Arrêté N°2012-1580/MESRS-SG du 18 juin 2012.....p.986

**Arrêté N°1140/MESRS-SG** portant renouvellement de disponibilité.....p.986

#### MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

**04 avril 2014-Arrêté N°2014-1261/MEN-SG** portant nomination de Directeurs des Centres d'Animation Pédagogique.....p.986

**Annonces et communications.....p.990**

## ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

## PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

## LOIS

**LOI N°2015-011/ DU 28 MAI 2015 AUTORISANT LA RATIFICATION DE LA CONVENTION FISCALE TENDANT A EVITER LA DOUBLE IMPOSITION ET A PREVENIR L'EVASION FISCALE EN MATIERE D'IMPOTS SUR LE REVENU, SIGNEE A BAMAKO, LE 20 FEVRIER 2014, ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU MALI ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU MAROC**

**L'Assemblée nationale a délibéré et adopté en sa séance du 19 mai 2015**

**Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :**

**ARTICLE UNIQUE :** Est autorisée la ratification la Convention fiscale tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Bamako, le 20 février 2014, entre le Gouvernement de la République du Mali et le Gouvernement du Royaume du Maroc.

**Bamako, le 28 mai 2015**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**LOI N°2015-012/ DU 28 MAI 2015 PORTANT MODIFICATION DE LA LOI N°06-067 DU 29 DECEMBRE 2006, MODIFIEE, PORTANT CODE GENERAL DES IMPOTS**

**L'Assemblée nationale a délibéré et adopté en sa séance du 19 mai 2015**

**Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :**

**ARTICLE UNIQUE :** Les dispositions des articles 253 AC et 253 AE du Code général des Impôts sont modifiées ainsi qu'il suit :

**Article 253 AC (nouveau) :** L'assiette de la taxe est constituée par le montant hors taxe sur la valeur ajoutée du chiffre d'affaires réalisé par le titulaire d'une licence d'exploitation du réseau des télécommunications ouvert au public.

**Article 253 AE (nouveau) :** Le taux de la taxe est fixé à 5 %.

**Bamako, le 28 mai 2015**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**LOI N°2015-013/ DU 28 MAI 2015 PORTANT MODIFICATION DE LA LOI N°06-067 DU 29 DECEMBRE 2006, MODIFIEE, PORTANT CODE GENERAL DES IMPOTS**

**L'Assemblée nationale a délibéré et adopté en sa séance du 19 mai 2015**

**Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :**

**ARTICLE UNIQUE :** Les dispositions des articles 245 et 249 du Code général des Impôts sont modifiées ainsi qu'il suit :

**Article 245 (nouveau) :** Sont assujettis à la taxe sur les activités financières, les professionnels du commerce des valeurs et de l'argent, notamment :

- les banques et les établissements financiers ;
- les personnes physiques ou morales réalisant de l'intermédiation financière ;
- les personnes physiques ou morales réalisant des opérations de transfert d'argent ;
- les agents de change et autres personnes réalisant à titre principal les opérations de nature bancaire ou financière ;
- les escompteurs ;
- les remisiers.

**Article 249 (nouveau) :** Le taux de la taxe sur les activités financières est fixé à 17 %.

Ce taux est réduit à 15 % pour les intérêts, commissions et frais perçus à l'occasion de toutes les opérations finançant les ventes à l'exportation.

**Bamako, le 28 mai 2015**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

## DECRETS

**DECRET N°2015-0351/P-RM DU 8 MAI 2015 FIXANT LES MODALITES D'ATTRIBUTION ET DE GESTION DES LOGEMENTS SOCIAUX**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°96- 030 du 12 juin 1996 portant création de l'Office malien de l'Habitat ;

Vu le Décret n°96- 179/P-RM du 19 juin 1996 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Office malien de l'Habitat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015, portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le présent décret fixe les conditions d'attribution et de gestion des logements sociaux.

**ARTICLE 2** : Au sens du présent décret, les logements sociaux s'entendent comme des logements bénéficiant de la subvention de l'Etat.

Les logements sociaux sont réalisés dans le cadre d'un programme gouvernemental et visent à faciliter l'accès des couches à revenus faibles et intermédiaires au logement.

**ARTICLE 3** : Sous l'autorité du ministre chargé de l'Habitat, les intervenants dans le processus d'attribution et de gestion des logements sociaux sont :

- l'Organisme de gestion des logements sociaux désigné par le ministre Chargé de l'Habitat ;
- la Direction nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat (DNUH) ;
- les Banques /Institutions financières Partenaires ;
- le Fonds de Garantie hypothécaire du Mali (FGHM- SA) ;
- la Société civile ;
- les Notaires ;
- la Société Energie du Mali (EDM- SA) ;
- la Société malienne de Gestion de l'Eau potable (SOMAGEP- SA).

**CHAPITRE II : DE L'ATTRIBUTION DES LOGEMENTS SOCIAUX**

**ARTICLE 4** : Les logements sociaux sont réalisés sur toute l'étendue du territoire national.

L'attribution se fait par décision du ministre chargé de l'Habitat sur rapports des commissions d'attribution créées à cet effet.

**Section I : DE LA CREATION ET DES MISSIONS DES COMMISSIONS D'ATTRIBUTION**

**ARTICLE 5** : Il est créé des Commissions ad hoc d'attribution des logements sociaux auprès :

- du ministre chargé de l'Habitat pour le District de Bamako ;
- des gouverneurs de région pour les Communes Chefs-lieux de région ;
- des préfets pour les Communes Chefs-lieux de cercle ;
- des sous- préfets pour les Communes Chefs-lieux d'arrondissement et autres communes de leur ressort.

**ARTICLE 6** : Les Commissions d'Attribution des logements sociaux ont pour missions :

- de recevoir les dossiers de demande de logement ;
- de procéder à l'analyse et à la sélection des dossiers de demande de logement sur la base des critères établis ;
- d'établir la liste provisoire des attributaires.

**Section II : DE L'ORGANISATION DES COMMISSIONS D'ATTRIBUTION**

**ARTICLE 7** : La composition de la Commission d'Attribution des logements sociaux du District de Bamako est fixée comme suit :

**Président** : Le représentant du ministre chargé de l'Habitat.

**Membres** :

\* **Représentants des Pouvoirs publics** :

- un représentant du ministre chargé des Finances ;
- un représentant du ministre chargé du Développement social ;
- un représentant du ministre chargé de la Famille ;
- un représentant du ministre chargé de la Sécurité Intérieure ;
- un représentant du ministre chargé de l'Administration territoriale ;
- un représentant du ministre chargé des Domaines ;
- un représentant du ministre chargé des Droits de l'Homme ;
- un représentant du ministre chargé de la Fonction publique ;
- un représentant du ministre chargé des Maliens de l'Extérieur ;
- un représentant de la Direction nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat ;

- un représentant de la Direction nationale des Domaines et du Cadastre ;

- un représentant de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère en charge de l'Habitat ;

- un représentant de l'Organisme de gestion des logements sociaux désigné par le ministre Chargé de l'Habitat.

**\* Représentants des Collectivités territoriales :**

- un représentant du Conseil du District.

**\* Représentants des Banques/Institutions financières Partenaires :**

- un représentant.

**\* Représentants de la Société civile :**

- un représentant des organisations de défense du droit au Logement ;

- une représentante des organisations de femmes ;

- un représentant du Conseil national de la Jeunesse.

**ARTICLE 8 :** La composition de la Commission d'Attribution des logements sociaux des Communes Chefs-lieux de région est fixée comme suit :

**Président :** Le représentant du Gouverneur de Région.

**Membres :**

**\* Représentants des Pouvoirs Publics :**

- un représentant de la Direction régionale de l'Urbanisme et de l'Habitat ;

- un représentant de la Direction régionale des Domaines et du Cadastre ;

- un représentant de la Direction régionale du Développement social et de l'Economie solidaire ;

- un représentant de la Direction régionale de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;

- un représentant des services de sécurité.

**\* Représentants des Collectivités Territoriales :**

- un représentant du Conseil communal de la Commune bénéficiaire du programme.

**\* Représentants des Banques/Institutions Financières Partenaires :**

- un représentant.

**\* Représentants de la Société civile :**

- un représentant des organisations de défense du droit au Logement ;

- une représentante des organisations de femmes ;

- un représentant du Conseil Régional de la Jeunesse.

**ARTICLE 9 :** La composition de la Commission d'Attribution des logements sociaux des Communes Chefs-lieux de cercle est fixée comme suit :

**Président :** Le représentant du Préfet du Cercle.

**Membres :**

**\* Représentants des Pouvoirs Publics :**

- un représentant de la Subdivision de l'Urbanisme et de l'Habitat ;

- un représentant du Bureau des Domaines et du Cadastre ;

- un représentant du service local du Développement social et de l'Economie solidaire ;

- un représentant des services de sécurité.

**\* Représentants des Collectivités Territoriales :**

- un représentant du Conseil communal de la Commune bénéficiaire du programme.

**\* Représentants des Banques/Institutions Financières Partenaires :**

- un représentant.

**\* Représentants de la Société Civile :**

- un représentant des organisations de défense du droit au Logement ;

- une représentante des organisations de femmes ;

- un représentant du Conseil local de la Jeunesse.

**ARTICLE 10 :** La composition de la Commission d'Attribution des logements sociaux des Communes Chefs-lieux d'arrondissement et autres communes de rattachement est fixée comme suit :

**Président :** Le Sous- préfet.

**Membres :**

**\* Représentants des Pouvoirs Publics :**

- un représentant de l'Antenne de l'Urbanisme et de l'Habitat ou de la subdivision ;

- un représentant du Bureau spécialisé des Domaines et du Cadastre ou du bureau de Cercle ;

- un représentant du service local du Développement social et de l'Economie solidaire ;

- un représentant des services de sécurité.

**\* Représentants des Collectivités Territoriales :**

- un représentant du Conseil communal de la Commune bénéficiaire du programme.

**\* Représentants des Banques/Institutions Financières Partenaires :**

- un représentant.

**\* Représentants de la Société Civile :**

- un représentant des organisations de défense du droit au Logement ;

- une représentante des organisations de femmes ;

- un représentant du Conseil Communal de la Jeunesse.

**ARTICLE 11** : La liste nominative des membres des Commissions d'Attribution est fixée :

- par décision du ministre chargé de l'Habitat, sur proposition des structures membres pour le District de Bamako ;

- par décision du ministre chargé de l'Habitat, sur propositions du gouverneur, du préfet et du sous-préfet suivant les localités.

Cette décision fixe la durée des travaux des Commissions.

**ARTICLE 12** : Les Commissions d'Attribution des logements sociaux peuvent s'adjoindre toute personne en raison de sa compétence.

**Section III : DU FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS D'ATTRIBUTION**

**ARTICLE 13** : L'Organisme de gestion des logements sociaux désigné par le ministre chargé de l'Habitat met les locaux à la disposition de la Commission du District de Bamako.

Les Commissions des Communes Chefs-lieux de régions, des Communes Chefs-lieux de cercle et des Communes Chefs-lieux d'arrondissement siègeront respectivement auprès des Gouverneurs, des Préfets et des Sous-préfets.

**ARTICLE 14** : Les secrétariats des Commissions d'Attribution des logements sociaux sont assurés par :

- l'Organisme de gestion des logements sociaux pour le District de Bamako ;

- la Direction régionale de l'Urbanisme et de l'Habitat pour les Communes Chefs-lieux de région ;

- la Subdivision de l'Urbanisme et de l'Habitat pour les Communes Chefs-lieux de cercle ;

- l'Antenne de l'Urbanisme et de l'Habitat ou la Subdivision de l'Urbanisme et de l'Habitat pour les Communes Chefs-lieux d'arrondissement et les autres communes du même arrondissement.

**ARTICLE 15** : La Commission d'Attribution des logements sociaux du District rend compte de ses activités au ministre chargé de l'Habitat, celle des Chefs-lieux de région aux Gouverneurs de région, celles des Chefs-lieux de Cercle et d'Arrondissement aux Préfets.

Les Gouverneurs de région reçoivent et transmettent immédiatement les copies de ces comptes rendus au ministre chargé de l'Habitat.

**ARTICLE 16** : Les rapports de fin de mission des Commissions d'Attribution des logements sociaux sont transmis dans les mêmes conditions indiquées à l'article 15 ci-dessus.

**ARTICLE 17** : Les rapports doivent comporter les indications suivantes : le déroulement des travaux de la commission, le budget de la commission, les conclusions et recommandations, et en annexe, le prix de cession et les mensualités des logements, le règlement intérieur de la commission, les motifs de rejet automatique, la liste provisoire des bénéficiaires, les statistiques des postulants ainsi que des bénéficiaires hommes et femmes et par secteurs.

**ARTICLE 18** : Le dépôt du rapport de fin de mission, qui doit intervenir dans le délai prescrit dans la décision fixant la liste nominative des membres des Commissions, consacre la fin du mandat de la Commission.

**ARTICLE 19** : Un règlement intérieur est établi par chaque Commission d'Attribution pour préciser les détails des règles de fonctionnement interne.

**Section IV : DES CRITERES D'ELIGIBILITE ET D'ATTRIBUTION**

**ARTICLE 20** : Pour être éligible à l'acquisition des logements sociaux, le postulant :

a. doit être de nationalité malienne ;

b. doit avoir un salaire/ revenu à même de supporter les échéances de remboursement ou être un démuné répertorié au niveau des services du Développement social ;

c. doit justifier, s'il est exigé, un apport personnel d'un montant équivalent à un pourcentage du prix de cession ;

d. ne doit pas être bénéficiaire de logement dans une opération similaire et/ou subventionnée par l'Etat ou ses démembrements ;

e. ne doit pas être propriétaire de logement dans la localité de réalisation du programme ;

f. doit s'engager à domicilier son salaire/revenu dans les comptes d'une des banques ou institutions financières partenaires du programme.

**ARTICLE 21 :** Pour chaque opération de logements sociaux, les critères d'attribution sont fixés par décision du ministre chargé de l'Habitat.

#### **Section V : DE LA FORMALISATION DES RESULTATS DES TRAVAUX DES COMMISSIONS**

**ARTICLE 22 :** Le rapport des Commissions, contenant la liste provisoire des attributions, est transmis au ministre chargé de l'Habitat qui en informe le Conseil des ministres par une communication verbale.

Après cette communication, le ministre chargé de l'Habitat prend une décision fixant la liste définitive des bénéficiaires.

**ARTICLE 23 :** Cette décision fait l'objet de large publications et diffusions dans les médias.

La publication et la diffusion de la liste définitive des bénéficiaires consacrent le début de la gestion post-attribution des logements sociaux.

#### **CHAPITRE III : DU RETRAIT ET DE LA REAFFECTATION DES LOGEMENTS SOCIAUX.**

**ARTICLE 24 :** Les logements sociaux attribués sont retirés pour les raisons suivantes :

- désistement du bénéficiaire ;
- non accomplissement des formalités d'acquisition du logement notamment la non signature de l'acte notarié, dans le délai imparti ;
- inoccupation du logement attribué dans un délai de trois (3) mois à compter du démarrage des formalités d'acquisition ;
- défaut de paiement d'une mensualité ;
- transformations non autorisées ;
- fausses déclarations dans les pièces constitutives du dossier de demande du logement social ;
- changement de vocation du logement par l'utilisation du logement à d'autres fins que l'habitation ;
- inobservation des règles d'hygiène et d'assainissement.

**ARTICLE 25 :** L'Organisme de gestion désigné, après avoir constaté les anomalies et procédé aux sommations nécessaires, communique la liste des contrevenants avec les faits reprochés au ministre chargé de l'Habitat qui prend la décision de retrait et de réaffectation du logement.

#### **CHAPITRE IV : DE LA GESTION DES LOGEMENTS SOCIAUX**

**ARTICLE 26 :** L'Organisme de gestion désigné organise le déroulement des formalités administratives et juridiques : signature des contrats de location-vente, abonnement en Eau et Electricité.

**ARTICLE 27 :** L'Organisme de gestion signe les contrats de location-vente avec les différents tributaires de logements sociaux et en assure le contrôle et le suivi.

**ARTICLE 28 :** Le contrat de location-vente doit prévoir, notamment, des dispositions relatives :

- aux modalités de paiements et aux conséquences de non-respect des mensualités ;
- aux conséquences des fausses déclarations dans le dossier de demande ;
- aux délais d'occupation des lieux et aux conséquences du non-respect de ces délais ;
- à la spécificité des maliens de l'extérieur s'agissant du délai d'occupation des lieux ;
- aux transformations pouvant être effectuées sur les constructions avant la fin des paiements et aux conséquences de non-respect de cette prescription ;
- aux cas de désistement ;
- aux cas de décès ;
- au sort des mensualités payées en cas de non-respect des échéances de paiement, d'inoccupation des lieux, de désistement, de décès ;
- aux conditions de retrait et de réaffectation des logements.

**ARTICLE 29 :** L'Organisme de gestion, à la fin de la période contractuelle et après exécution des obligations par le bénéficiaire, s'engage à accomplir les formalités administratives nécessaires au transfert du titre de propriété au nom de l'attributaire.

**ARTICLE 30 :** L'Organisme de gestion est habilité à percevoir et recouvrer les mensualités exigibles sur les comptes spécifiques de gestion desdits logements ouverts dans les livres de la ou des banque (s) ou institution (s) financière (s) partenaire (s) du programme.

Il assure la gestion des fonds recouvrés pour constituer les ressources destinées au financement de l'habitat social.

**ARTICLE 31 :** L'Organisme de gestion est habilité à signer avec la ou les banque (s) ou institution (s) financière (s) partenaire (s) une convention de prélèvement mensuel sur les comptes individuels des tributaires des logements ouverts dans les livres de ladite ou desdites banque (s) ou institution (s) financière (s) partenaire (s).

**ARTICLE 32 :** Les irrégularités relevées par l'Organisme de gestion sont soumises au ministre chargé de l'Habitat avant toute procédure de résiliation du contrat de location-vente.

#### **CHAPITRE V : DISPOSITIONS PARTICULIERES**

**ARTICLE 33 :** Dans toutes les opérations de logements sociaux, un pourcentage de logements est réservé aux personnes démunies répertoriées au niveau des services du Ministère en charge du Développement social.

Ce pourcentage et les modalités d'attribution seront précisés, après avis du Gouvernement, par un arrêté du ministre chargé de l'Habitat.

#### **CHAPITRE VI : DISPOSITIONS FINALES**

**ARTICLE 34 :** Les membres des Commissions d'Attribution des logements sociaux bénéficient d'une indemnité forfaitaire dont le montant est fixé par arrêté du ministre chargé de l'Habitat.

**ARTICLE 35 :** Les frais de fonctionnement des Commissions d'Attribution des logements Sociaux sont imputés au budget de l'Organisme de gestion des logements sociaux.

**ARTICLE 36 :** Le ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat, le ministre de la Solidarité, de l'Action humanitaire et de la Reconstruction du Nord, le ministre des Domaines de l'Etat et des Affaires foncières, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 8 mai 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat,**  
**Dramane DEMBELE**

**Le ministre de la Solidarité, de l'Action humanitaire et de la Reconstruction du Nord,**  
**Hamadou KONATE**

**Le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation,**  
**Abdoulaye Idrissa MAIGA**

**Le ministre des Domaines de l'Etat et des Affaires foncières,**  
**Maître Mohamed Ali BATHILY**

**Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile,**  
**Général Sada SAMAKE**

**Le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux,**  
**Mahamadou DIARRA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

-----  
**DECRET N°2015-0352/P-RM DU 8 MAI 2015 FIXANT LES DETAILS DES COMPETENCES TRANSFEREES DE L'ETAT AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES DANS LE DOMAINE DE L'ARTISANAT**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°93-008 du 11 février 1993, modifiée par la Loi n° 2012-05 du 23 janvier 2012, déterminant les conditions de la libre administration des Collectivités territoriales ;

Vu la Loi n°96-025 du 21 février 1996, modifiée, portant Statut particulier du District de Bamako ;

Vu la Loi n°2011-036 du 15 juillet 2011 déterminant les ressources fiscales des communes, des cercles et des régions ;

Vu la Loi n°2011-049 du 28 juillet 2011 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services des Collectivités territoriales ;

Vu la Loi n°2012-007 du 07 février 2012, modifiée, portant Code des Collectivités territoriales en République du Mali ;

Vu l'Ordonnance n°2011-017/P-RM du 20 septembre 2011 portant création de la Direction nationale de l'Artisanat ratifiée par la Loi n°2011-073 du 19 septembre 2011 ;

Vu le Décret n°09-467/PM-RM du 18 septembre 2009 portant création de la Cellule d'Appui à la Décentralisation/ Déconcentration de l'Artisanat et du Tourisme ;

Vu le Décret n° 2011-751 /P-RM du 15 novembre 2011 portant création des Directions régionales et des Services subrégionaux de l'Artisanat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

## **STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

### **DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Le présent décret fixe le détail des compétences transférées de l'Etat aux Collectivités territoriales dans le domaine de l'artisanat.

**ARTICLE 2 :** La Commune exerce les compétences ci-dessous indiquées en matière d'artisanat :

- appui aux artisans et aux entreprises artisanales ;
- contribution à la tenue du répertoire des métiers artisanaux ;
- élaboration et mise en œuvre d'un plan de développement communal en matière d'Artisanat ;
- organisation des activités de promotion de l'Artisanat ;
- construction, équipement et gestion des infrastructures de soutien à la croissance, entre autres des centres artisanaux, des centres de ressources et des centres de formation professionnelle ;
- appui à la création des Activités génératrices de Revenus (AGR) des artisans ;
- contribution au renforcement des capacités des artisans ;
- facilitation de l'accès des artisans aux marchés publics ;
- contribution à la collecte et à la diffusion des données statistiques.

**ARTICLE 3 :** Le Cercle exerce les compétences ci-dessous indiquées en matière d'artisanat :

- appui aux artisans et aux entreprises artisanales ;
- organisation des activités de promotion de l'artisanat ;
- contribution à la tenue du répertoire des métiers artisanaux ;
- élaboration et mise en œuvre d'un plan de développement local en matière d'Artisanat ;
- facilitation de la collaboration entre les acteurs du secteur de l'artisanat et entre les artisans et les autres acteurs de développement ;
- construction, équipement et gestion des infrastructures de soutien à la croissance, entre autres des maisons des artisans, des centres de ressources et des centres de formation professionnelle ;

- appui à la création des Activités génératrices de Revenus (AGR) des artisans ;
- contribution au renforcement des capacités des artisans ;
- facilitation de l'accès des artisans aux marchés publics ;
- contribution à la collecte et à la diffusion des données statistiques.

**ARTICLE 4 :** La Région et le District de Bamako exercent les compétences ci-dessous indiquées en matière d'artisanat :

- appui aux artisans et aux entreprises artisanales ;
- organisation des activités de promotion de l'artisanat ;
- élaboration et mise en œuvre d'un plan de développement régional en matière d'Artisanat ;
- contribution à la tenue du répertoire des métiers artisanaux ;
- facilitation de la collaboration entre les acteurs du secteur de l'artisanat ;
- facilitation du partenariat entre les acteurs du secteur de l'artisanat et les autres acteurs de développement ;
- facilitation de l'accès des artisans aux crédits et appuyer la recherche de financement ;
- construction, équipement et gestion des infrastructures de soutien à la croissance, entre autres des villages artisanaux, des centres de ressources et des centres de formation professionnelle ;
- appui à la création des Activités génératrices de Revenus (AGR) des artisans ;
- contribution au renforcement des capacités des artisans ;
- contribution à la collecte et à la diffusion des données statistiques.

**ARTICLE 5 :** L'Etat met à la disposition des Collectivités territoriales les équipements existants comme suit :

- les Centres artisanaux et les Centres de Ressources appartenant à l'Etat sont transférés à la commune de leur ressort territorial ;
- les Maisons des Artisans et les Centres de Ressources appartenant à l'Etat sont transférés au cercle de leur ressort territorial ;
- les Villages artisanaux et les Centres de Ressources appartenant à l'Etat sont transférés à la région de leur ressort territorial.

**ARTICLE 6 :** Les Collectivités territoriales bénéficient de l'appui-conseil des services centraux, déconcentrés du Ministère en charge de l'Artisanat, des organisations consulaires et des organisations professionnelles d'artisans.

**ARTICLE 7 :** L'Etat met à la disposition des Collectivités territoriales les ressources nécessaires pour la mise en œuvre des compétences transférées.

**ARTICLE 8 :** Le ministre de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le ministre de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de la Jeunesse et de la Construction citoyenne, le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 8 mai 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme,**  
**Madame N'DIAYE Ramatoulaye DIALLO**

**Le ministre de l'Administration territoriale  
et de la Décentralisation,**  
**Abdoulaye Idrissa MAIGA**

**Le ministre du Travail, de la Fonction publique  
et de la Réforme de l'Etat, chargé des Relations avec les  
Institutions,**  
**Ministre de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de  
la Jeunesse et de la Construction citoyenne par intérim,**  
**Madame DIARRA Raky TALLA**

**Le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement  
et du Développement durable,**  
**Mohamed AG ERLAF**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

-----

**DECRET N°2015-0353/P-RM DU 8 MAI 2015 FIXANT  
LE DETAIL DES COMPETENCES TRANSFEREES DE  
L'ETAT AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES DANS  
LE DOMAINE DU TOURISME**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°93-008 du 11 février 1993, modifiée par la Loi n°2012-05 du 23 janvier 2012, déterminant les conditions de la libre administration des Collectivités territoriales ;

Vu la Loi n°96-025 du 21 février 1996, modifiée, portant Statut particulier du District de Bamako ;

Vu la Loi n°2011-036 du 15 juillet 2011 déterminant les ressources fiscales des communes, des cercles et des régions ;

Vu la Loi n°2011-049 du 28 juillet 2011 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services des Collectivités territoriales ;

Vu la Loi n°2012-007 du 07 février 2012 portant code des Collectivités territoriales en République du Mali ;

Vu la Loi n° 2014 -050 du 19 septembre 2014 portant création de la Direction nationale du Tourisme et de l'Hôtellerie ;

Vu le Décret n°09-467/PM-RM du 18 septembre 2009 portant création de la Cellule d'Appui à la Décentralisation/ Déconcentration de l'Artisanat et du Tourisme ;

Vu le Décret n° 2014-0780/ P-RM du 14 octobre 2014 portant création des Services régionaux et subrégionaux du Tourisme et de l'Hôtellerie ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Le présent décret fixe les détails des compétences transférées de l'Etat aux Collectivités territoriales dans le domaine du tourisme.

**ARTICLE 2 :** La Commune exerce les compétences ci-dessous indiquées en matière de tourisme :

- définition, élaboration et mise en œuvre des projets et programmes de développement touristiques ;
- élaboration d'un plan de développement touristique communal assorti d'un plan d'actions ;
- coordination des initiatives de développement et de promotion touristiques communales ;
- soutien aux actions de promotion touristique ;
- conservation et préservation des sites et monuments d'intérêt touristique ;
- développement et coordination du partenariat public-privé ;

- incitation à la création d'organisations faïtières communales des professionnels du secteur ;

- création des syndicats d'initiatives ;  
- contribution à la formation et au perfectionnement des acteurs et intervenants du Secteur du Tourisme ;

- contribution à la collecte et à la diffusion des données statistiques.

**ARTICLE 3 :** Le Cercle exerce les compétences ci-dessous indiquées en matière de tourisme :

- définition, élaboration et mise en œuvre des projets et programmes de développement touristiques au niveau local ;

- élaboration du schéma d'aménagement touristique assorti d'un plan d'actions ;

- coordination des initiatives de développement et de promotion touristiques ;

- soutien aux actions de promotion touristique ;  
- conservation et préservation des sites et monuments d'intérêt touristique ;

- développement et coordination du partenariat public-privé ;

- incitation à la création d'organisations faïtières locales des professionnels du secteur ;

- contribution à la formation et au perfectionnement des acteurs et intervenants du secteur du tourisme ;

- contribution à la collecte et à la diffusion des données statistiques au niveau local.

**ARTICLE 4 :** La Région et le District de Bamako exercent les compétences ci-dessous indiquées en matière de tourisme :

- définition, élaboration et mise en œuvre projets et programmes de développement touristiques ;

- élaboration du schéma directeur du développement touristique assorti d'un plan d'actions ;

- coordination des initiatives de développement et de promotion touristiques ;

- soutien aux actions de promotion touristique ;  
- conservation et préservation des sites et monuments d'intérêt touristique ;

- développement et coordination du partenariat public-privé ;

- incitation à la création d'organisations faïtières des professionnels du secteur du tourisme ;

- contribution à la formation et au perfectionnement des acteurs et intervenants du secteur du tourisme ;

- contribution à la collecte et à la diffusion des données statistiques.

**ARTICLE 5 :** Les Collectivités territoriales bénéficient de l'appui-conseil des services centraux, déconcentrés du Ministère en charge du tourisme et des organisations faïtières du tourisme.

**ARTICLE 6 :** L'Etat met à la disposition des Collectivités territoriales, les ressources nécessaires pour la mise en œuvre des compétences transférées.

**ARTICLE 7 :** Le ministre de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 8 mai 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme,**  
**Madame N'DIAYE Ramatoulaye DIALLO**

**Le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation,**  
**Abdoulaye Idrissa MAIGA**

**Le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable,**  
**Mohamed AG ERLAF**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

-----  
**DECRET N°2015-0354/P-RMDU 8 MAI 2015 PORTANT  
NOMINATION DU SOUS-DIRECTEUR VIE  
ASSOCIATIVE ET CONSEIL INTERNATIONAL DU  
SPORT MILITAIRE A LA DIRECTION DU SPORT  
MILITAIRE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°02-055 du 16 décembre 2002, modifiée, portant statut général des militaires ;

Vu la Loi n°10-024 du 1<sup>er</sup> juillet 2010 portant création de la Direction du Sport militaire;  
Vu le Décret n°10-366/P-RM du 12 juillet 2010 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction du Sport militaire;

**DECRETE:**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Les Officiers de la Direction du Sport militaire dont les noms suivent sont nommés à la Direction du Sport militaire en qualité de :

**Sous-Directeur Vie Associative et Conseil international du Sport militaire :**

- Commandant **Abdoulaye Moussa TRAORE** ;

**Sous-Directeur du Sport d'Elite et Compétitions :**

- Commandant **Adama Abdoulaye DIARRA**.

**ARTICLE 2** : Les intéressés bénéficient, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3** : Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 8 mai 2015**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**DECRET N°2015-0362/P-RM DU 19 MAI 2015 FIXANT  
LE TAUX DES ALLOCATIONS FAMILIALES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;  
Vu la Loi n°67-11/AN-RM du 13 avril 1967 déterminant le régime de rémunération des fonctionnaires  
Vu la Loi n°92-020 du 23 septembre 1992, modifiée, portant Code du Travail ;  
Vu la Loi n°99-041 du 12 août 1999, modifiée, instituant un Code de Prévoyance sociale en République du Mali,  
Vu la Loi n°02-053 du 16 décembre 2002, modifiée, portant Statut général des Fonctionnaires ;  
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;  
Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;  
Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérimaires des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015, le taux des allocations familiales est fixé comme suit :

- 3 500 F CFA par mois et par enfant ;

- 4 000 F CFA par mois et par enfant vivant avec un handicap.

**ARTICLE 2** : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment le Décret n°08-530/P-RM du 18 septembre 2008 portant fixation du taux des allocations familiales.

**ARTICLE 3** : Le ministre du Travail, de la Fonction publique et de la Réforme de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions, le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre de la Solidarité, de l'Action humanitaire et de la Reconstruction du Nord, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 19 mai 2015**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Modibo KEITA**

**Le ministre du Travail, de la Fonction publique et de la Réforme de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions,  
Madame DIARRA Raky TALLA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,  
Mamadou Igor Diarra**

**Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, ministre de la Solidarité, de l'Action humanitaire et de la Reconstruction du Nord par intérim,  
Ousmane KONE**

**DECRET N°2015-0363/P-RM DU 19 MAI 2015 FIXANT  
LE SALAIRE MINIMUM INTERPROFESSIONNEL  
GARANTI**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;  
Vu la Loi n°92-020 du 23 septembre 1992, modifiée, portant Code du Travail ;  
Vu la Loi n°99-041 du 12 août 1999, modifiée, instituant un Code de Prévoyance sociale en République du Mali ;  
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;  
Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérimis des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) pour les secteurs agricole et non agricole est fixé comme suit :

**A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 :**

- taux horaire : 201,92 F CFA ;
- taux mensuel : 35 000 F CFA ;

**A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 :**

- taux horaire : 230,77 F CFA ;
- taux mensuel : 40 000 F CFA ;

Les présents SMIG prennent en compte toutes les augmentations légales antérieures, y compris l'indemnité spéciale de solidarité.

**ARTICLE 2 :** Les salaires minima ci-dessus fixés ne sont pas soumis à l'impôt sur les traitements et salaires.

**ARTICLE 3 :** Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment le Décret n°04-253/P-RM du 05 juillet 2004 fixant le salaire minimal interprofessionnel garanti.

**ARTICLE 4 :** Le ministre du Travail, de la Fonction publique et de la Réforme de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions, le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre de la Solidarité, de l'Action humanitaire et de la Reconstruction du Nord sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 19 mai 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre du Travail, de la Fonction publique et de la Réforme de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions,**  
**Madame DIARRA Raky TALLA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor Diarra**

**Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, ministre de la Solidarité, de l'Action humanitaire et de la Reconstruction du Nord par intérim,**  
**Ousmane KONE**

**DECRET N°2015-0364/P-RM DU 19 MAI 2015 PORTANT MAJORATION DES TRAITEMENTS INDICIAIRES DES FONCTIONNAIRES ET DES SALAIRES DE BASE DU PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION RELEVANT DU CODE DU TRAVAIL, DU PERSONNEL ENSEIGNANT CONTRACTUEL DE L'ETAT ET DU PERSONNEL ENSEIGNANT CONTRACTUEL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°92-020 du 23 septembre 1992, modifiée, portant Code du Travail ;

Vu la Loi n°99-041 du 12 août 1999, modifiée, instituant un Code de Prévoyance sociale en République du Mali,

Vu la Loi n°02-053 du 16 décembre 2002, modifiée, portant Statut général des Fonctionnaires ;

Vu le Décret n°00-038/P-RM du 27 janvier 2000, modifié, fixant les conditions de travail du personnel de l'Administration relevant du Code du Travail ;

Vu le Décret n°05-434/P-RM du 13 octobre 2005 fixant les conditions de travail du personnel enseignant contractuel de l'Etat ;

Vu le Décret n°05-435/P-RM du 13 octobre 2005 fixant les conditions de travail du personnel enseignant contractuel des Collectivités territoriales

Vu le Décret n°2011-051/P-RM du 10 février 2011 fixant les conditions d'emploi du personnel de l'Administration relevant du Code du Travail ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérimis des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Les traitements indiciaires des fonctionnaires et les salaires de base du personnel de l'Administration relevant du Code du Travail, du personnel enseignant contractuel de l'Etat et du personnel enseignant contractuel des Collectivités territoriales sont majorés comme suit :

- 10% pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 ;
- 3% pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;
- 7% pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Les présentes majorations sont soumises à l'ensemble des retenues légales.

**ARTICLE 2** : La valeur du point indiciaire servant à déterminer le montant mensuel du traitement indiciaire de base des fonctionnaires et assimilés passe de trois cent trente virgule soixante quinze (330,75) F CFA à :

- trois cent soixante quatre (364) F CFA pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015 ;

- trois cent soixante quinze (375) F CFA pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;

- quatre cent (400) FCFA pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

**ARTICLE 3** : Les grilles de salaires annexées au Décret n°00-038/P-RM du 27 janvier 2000, modifié, au Décret n°05-434/P-RM du 13 octobre 2005, au Décret n°05-435/P-RM du 13 octobre 2005 et au Décret n°2011-051/P-RM du 10 février 2011 susvisés sont modifiées conformément aux tableaux annexés au présent décret.

**ARTICLE 4** : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles du Décret n°08-718/P-RM du 28 novembre 2008 portant majoration des traitements indiciaires des fonctionnaires et des salaires de base du personnel de l'Administration relevant du Code du Travail, du personnel enseignant contractuel de l'Etat et du personnel enseignant contractuel des Collectivités territoriales.

**ARTICLE 5** : Le ministre du Travail, de la Fonction publique et de la Réforme de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions, le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre de la Solidarité, de l'Action humanitaire et de la Reconstruction du Nord, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le ministre de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 19 mai 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre du Travail, de la Fonction publique et de la Réforme de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions,**  
**Madame DIARRA Raky TALLA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

**Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, ministre de la Solidarité, de l'Action humanitaire et de la Reconstruction du Nord par intérim,**  
**Ousmane KONE**

**Le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation,**  
**Abdoulaye Idrissa MAÏGA**

**Le ministre de l'Education nationale,**  
**Kénékou dit Barthélémy TOGO**

**ANNEXE DU DECRET N°2015-0364/P-RM DU 19 MAI 2015 MODIFIANT L'ANNEXE AU DECRET N°00-038/P-RM  
DU 27 JANVIER 2000, MODIFIE, FIXANT LES CONDITIONS DE TRAVAIL DU PERSONNEL DE  
L'ADMINISTRATION RELEVANT DU CODE DU TRAVAIL**

**GRILLE DES SALAIRES (toutes augmentations légales comprises)**

CATEGORIES	ECHELONS	SALAIRES DE BASE EN F CFA		
		2015	2016	2017
E	1	35 000	40 000	42800
	2	37 390	41 136	44016
	3	40 265	41473	44376
	4	430142	443046	474060
	5	46 018	47399	50716
	6	48 914	50381	53908
	7	51 770	53323	57056
	8	54 647	56286	60227
	9	57 523	59249	63396
	10	60 400	62212	66567
	11	63 276	65174	69737
	12	66 151	68136	72905
D	1	40 308	41517	44424
	2	43 667	44977	48125
	3	47 026	48437	51827
	4	50 383	51895	55527
	5	53 743	55355	59230
	6	57 100	58813	62930
	7	60 459	62272	66632
	8	63 818	65733	70334
	9	67 176	69191	74035
	10	70 535	72651	77737
	11	73 892	76109	81436
	12	77 252	79570	85139
C	1	50 533	52049	55692
	2	54 745	56387	60335
	3	58 956	60725	64976
	4	63 167	65062	69616
	5	67 378	69399	74257
	6	71 589	73737	78898
	7	75 801	78075	83540
	8	80 011	82411	88180
	9	84 222	86749	92821
	10	88 433	91086	97462
	11	92 644	95423	102103
	12	96 856	99762	106745
B	1	65 908	67885	72637
	2	71 400	73542	78690
	3	76 893	79200	84744
	4	82 384	84856	90795
	5	87 878	90514	96850
	6	93 369	96170	102902
	7	98 864	101830	108958
	8	104 355	107486	115010
	9	109 848	113143	121064
	10	115 339	118799	12711
	11	120 834	124459	133171
	12	126 325	130115	139223

A	1	75 595	77863	83313
	2	81 894	84351	90255
	3	88 194	90840	97199
	4	94 492	97327	104140
	5	100 791	103815	111082
	6	107 089	110302	118023
	7	113 388	116790	124965
	8	119 688	123279	131908
	9	125 986	129766	138849
	10	132 284	136253	145790
	11	138 585	142743	152735
	12	143 487	147792	158137

ANNEXE DU DECRET N°2015-0364/P-RM DU 19 MAI 2015 MODIFIANT L'ANNEXE AUX DECRETS N°05-434/P-RM ET N°05-435/P-RM DU 13 OCTOBRE 2005 FIXANT LES CONDITIONS DE TRAVAIL DU PERSONNEL ENSEIGNANT CONTRACTUEL DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

GRILLE DES SALAIRES (toutes augmentations légales comprises)

CATEGORIES	CLASSES	ECHELONS	SA
			2015
A	1	1	121
		2	126
		3	132
		4	137
		5	143
		6	148
	2	1	152
		2	159
		3	168
		4	177
	3	1	181
		2	193
3		205	
4	1	241	
	2	256	
	3	271	
B	1	1	84
		2	86
		3	88
		4	91
		5	94
		6	96
	2	1	97
		2	102
		3	106
		4	112
	3	1	120
		2	129
3		138	

ANNEXE DU DECRET N°2015-0364/P-RM DU 19 MAI 2015 MODIFIANT L'ANNEXE AU DECRET N°2011-051/P-RM DU 10 FEVRIER 2011, FIXANT LES CONDITIONS D'EMPLOI DU PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION RELEVANT DU CODE DU TRAVAIL

GRILLE DES SALAIRES (toutes augmentations légales comprises)

CATEGORIES	ECHELONS	SALAIRES DE BASE EN F CFA				
		2015	2016	2017		
E	1	35 000	40 000	42800	1	52
	2	37 390	41 136	44016	2	57
	3	40 265	41473	44376	3	63
	4	430142	443046	<sup>1</sup> 474060	4	69
	5	46 018	47399	50716	5	74
	6	48 914	50381	53908	6	79
	7	51 770	53323	57056	1	81
	8	54 647	56286	<sup>2</sup> 60227	2	85
	9	57 523	59249	63396	3	91
	10	60 400	62212	66567	4	97
	11	63 276	65174	69737	1	99
	12	66 151	68136	<sup>3</sup> 72905	2	105
D	1	40 308	41517	44424	3	112
	2	43 667	44977	48125	1	115
	3	47 026	48437	<sup>4</sup> 51827	2	125
	4	50 383	51895	55527	3	135
	5	53 743	55355	59230		
	6	57 100	58813	62930		
	7	60 459	62272	66632		
	8	63 818	65733	70334		
	9	67 176	69191	74035		
	10	70 535	72651	77737		
	11	73 892	76109	81436		
	12	77 252	79570	85139		

**DECRET N°2015-0365/P-RM DU 19 MAI 2015  
PORTANT APPROBATION DU MARCHÉ RELATIF AUX  
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA  
ROUTE GAO-BOUREM-TAOUSSA (130 KM)**

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°08-485/P-RM du 11 août 2008, modifié, portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;

Vu le Décret n°2014-0256/PM-RM du 10 avril 2014 déterminant les Autorités chargées de la conclusion et de l'approbation des marchés et des délégations de service public ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Est approuvé le marché relatif aux travaux d'aménagement et de bitumage de la route Gao-Bourem-Taoussa (150 Km) pour un montant hors taxes, hors douanes de dix neuf milliards neuf cent quatre vingt un millions trois cent quatre vingt mille six cent vingt un (19.981.380.621) francs CFA et un délai d'exécution de 24 mois, conclu avec l'Entreprise chinoise COVEC-MALI.

**ARTICLE 2 :** Le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre de l'Energie et de l'Eau et le ministre de l'Equipement, des Transports et du Désenclavement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 19 mai 2015**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,  
Mamadou Igor DIARRA**

**Le ministre de l'Energie et de l'Eau,  
Mamadou Frankaly KEITA**

**Le ministre de l'Equipement, des Transports et du  
Désenclavement,  
Mamadou Hachim KOUMARE**

**DECRET N°2015-0369/P-RM DU 19 MAI 2015  
PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION  
HONORIFIQUE A TITRE POSTHUME**

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres nationaux de la République du Mali ;

Vu la Loi n°91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Docteur **Abdoul BA**, ancien député, est nommé au grade de **Commandeur de l'Ordre national du Mali à titre posthume**.

**ARTICLE 2 :** Le Grand Chancelier des Ordres nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 19 mai 2015**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**DECRET N°2015-0370/P-RM DU 19 MAI 2015  
PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION  
HONORIFIQUE A TITRE ETRANGER**

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres nationaux de la République du Mali ;

Vu la Loi n°91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Docteur **Bernard VALLAT**, Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé animale (OIE), est nommé au grade d'**Officier de l'Ordre national du Mali à titre étranger**.

**ARTICLE 2 :** Le Grand Chancelier des Ordres nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 19 mai 2015**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**DECRET N°2015-0371/P-RM DU 19 MAI 2015  
PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION  
HONORIFIQUE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres nationaux de la République du Mali ;

Vu la Loi n°91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Les personnes dont les noms suivent, sont nommées au grade de **Chevalier de l'Ordre national du Mali** :

1. Docteur **Yacouba SAMAKE**, Représentant Régional sortant de l'OIE pour l'Afrique ;

2. Docteur **Daniel BOURZAT**, Conseiller sortant du Représentant Régional de l'OIE pour l'Afrique à titre étranger.

**ARTICLE 2 :** Le Grand Chancelier des Ordres nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 19 mai 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**DECRET N°2015-0372/PM-RM DU 21 MAI 2015  
PORTANT NOMINATION DU PRESIDENT DU COMITE  
NATIONAL D'ORGANISATION DU SOMMET AFRIQUE  
- FRANCE DE 2016**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2014-0397/PM-RM du 30 mai 2014 fixant l'organisation de la Primature ;

Vu le Décret n°2014-0205/PM-RM du 20 mars 2014 portant création du Comité national d'organisation du Sommet Afrique - France de 2016 ;

Vu le Décret n°2014-0206/PM-RM du 20 mars 2014 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement du Comité national d'organisation du Sommet Afrique - France de 2016 ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Modibo KADJOKE**, est nommé **Président** du Comité national d'Organisation du Sommet Afrique - France de 2016.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret abroge le Décret n°2014-0241/PM-RM du 27 mars 2014 portant nomination de Monsieur **Cheick Sidi DIARRA**, Conseiller des Affaires étrangères, en qualité de **Président** du Comité national d'Organisation du Sommet Afrique - France de 2016, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 19 mai 2015**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**ARRETES**

**MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

**ARRETE N°2014-1137/MEF-SG DU 04 AVRIL 2014  
PORTANT INSTITUTION D'UNE REGIE SPECIALE  
D'AVANCES AUPRES DE LA DIRECTION DES  
FINANCES ET DU MATERIEL DU MINISTERE DE LA  
JUSTICE**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Il est institué auprès de la Direction des Finances et du Matériel (DFM) du Ministère de la Justice une régie spéciale d'avances.

**ARTICLE 2 :** La régie spéciale d'avances a pour objet le paiement au comptant des dépenses relatives à l'organisation des assises et au paiement de frais de justice aux huissiers, assesseurs, interprètes et experts.

La régie spéciale couvre la période d'organisation des activités y afférentes et prend fin au plus tard le 31 décembre 2014, fin de l'exercice budgétaire.

**ARTICLE 3 :** L'Ordonnateur des dépenses exécutées sur la régie spéciale d'avances est le Directeur des Finances et du Matériel du Ministère de la Justice qui doit obligatoirement viser toutes les pièces justificatives des dépenses proposées au paiement du Régisseur Spécial d'Avances.

**ARTICLE 4 :** Le cumul des avances faites au régisseur ne peut excéder la somme de six cent quatre vingt dix neuf millions quatre cent quatre vingt huit mille neuf cent quatre vingt quatre (699 488 984) francs CFA.

Les fonds de la régie doivent être domiciliés dans un compte de dépôt ouvert dans les écritures du Payeur Général du Trésor intitulé « Régie spéciale relative au paiement au comptant des dépenses afférentes au paiement de frais de justice aux huissiers, assesseurs, interprètes et experts du Ministère de la Justice ».

**ARTICLE 5 :** Le montant maximum des disponibilités que le régisseur est autorisé à détenir en espèces est fixé à un million (1 000 000) Francs CFA.

**ARTICLE 6 :** La Paierie Générale du Trésor est le poste comptable auquel est rattachée la régie spéciale d'avances.

**ARTICLE 7 :** Le Régisseur Spécial d'avances est tenu de produire au Payeur Général du Trésor les pièces justificatives des paiements qu'il a effectués dans un délai de trois (3) mois et obligatoirement le 31 décembre de l'exercice.

**ARTICLE 8 :** Les dépenses exécutées par le Régisseur et dont les montants n'excèdent pas mille (1.000) francs CFA doivent être justifiées par un état récapitulatif visé par le Directeur des Finances et du Matériel du Ministère de la Justice.

**ARTICLE 9 :** Le Régisseur est soumis aux contrôles du Contrôle Général des Services Publics, de l'Inspection des Finances, de la Division Contrôle de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique, du Directeur des Finances et du Matériel du Ministère de la Justice.

**ARTICLE 10 :** Le Régisseur est soumis aux obligations et aux responsabilités des comptables publics.

Il est astreint au paiement du cautionnement conformément à la législation en vigueur.

En outre, le Trésor dispose sur ses biens meubles d'un privilège spécial et sur ses biens immeubles, d'une hypothèque légale ainsi que sur ceux des conjoints pour les biens de la communauté.

Le Régisseur perçoit une indemnité au taux fixé par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 11 :** Le Régisseur doit tenir une comptabilité faisant ressortir à tout moment la situation des avances reçues, des dépenses effectuées et des fonds disponibles.

Les opérations de la régie sont arrêtées en cas de changement de Régisseur, de fin d'activités de la régie et au plus tard le 31 décembre 2014.

A l'arrêt des opérations de la régie, l'avance doit être entièrement justifiée, les pièces justificatives y compris le reçu du reversement accepté par le Payeur Général du Trésor.

**ARTICLE 12 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 04 avril 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**ARRETE N°2014-1138/MEF-SG DU 04 AVRIL 2014  
PORTANT AGREMENT DE MONSIEUR ABDOULAYE  
DEMBELE HABILITE A EXECUTER DES OPERATIONS  
DE CHANGE MANUEL**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur Abdoulaye DEMBELE est agréé aux fins d'exécuter des opérations de change manuel sous le numéro 144.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Abdoulaye DEMBELE est tenu, dans l'exercice de cette activité, de se conformer aux dispositions du Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1<sup>er</sup> octobre 2010 et de l'Instruction n°06/07/2011/RFE de la BCEAO susvisés.

**ARTICLE 3 :** L'exploitation de cet agrément par Monsieur Abdoulaye DEMBELE est subordonnée à l'aménagement de locaux fonctionnels.

**ARTICLE 4 :** Tout manquement aux obligations d'agréé de change manuel expose Monsieur Abdoulaye DEMBELE au retrait de son agrément, sans préjudice des sanctions prévues par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 5 :** Le Directeur National du Trésor et de la Comptabilité Publique, le Directeur Général des Douanes, le Directeur National du Commerce et de la Concurrence et le Directeur National de la BCEAO sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 04 avril 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**ARRETE N° 2014-1139/MEF-SG DU 04 AVRIL 2014 PORTANT LA LISTE DES CABINETS ET SOCIETES DE COURTAGE EN ASSURANCE DE L'EXERCICE 2014.**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Conformément aux dispositions du Livre V du code CIMA régissant le marché des assurances dans les Etats membres, il est établi annuellement une liste des cabinets et sociétés de courtage en assurance.

**ARTICLE 2 :** La liste des cabinets et sociétés en assurance habilités à présenter des opérations de courtage en assurance sur le territoire malien au titre de l'exercice 2014 est fixée comme suit :

N°	RAISON SOCIALE	GERANTS
1	ASSUR 6	Mamadou CISSE
2	ACTIVA ASSUR	Mamadou dit Korodian SOUSSOKO
3	MASSARANA CONSEIL	Drissa KONARE
4	AZUR ASSUR	Souleymane CISSE
5	MCAR	Madame TRAORE Assétou DIARRA
6	MADAME KEITA DJENEBA DIALLO	Madame KEITA Djénéba DIALLO
7	AFRIC ASSUR	Dio TRAORE
8	SOMACAR	Madame KONIPO Maya CISSE
9	AFICASSUR	Abdoulaye TRAORE
10	LAKANA SARL	Mouminou SANOGO
11	TROPIC ASSURANCES	Modibo DIARRA
12	CIRAS	Aïssata dite Hélène CAMARA
13	SOLEIL	Abdoul M'BODJ
14	ALL YAH	Cheickna DIAWARA
15	GRAS SAVOYE	Maryvonne SIDIBE
16	GASPAR CONSULT	Bakary CAMARA
17	SAFCAR MARSH	Bakary CAMARA
18	CONTINENTAL ASSURANCES	Alassane TOURE
19	LE GUIDE	Moumouni SANGARE
20	SAREC	Hamadine Manga ONGOIBA
21	HKT CONSEIL	Amadou BEIDI TALL
22	CCAR	Abdoulaye CISSE
23	REZO	Hibrahim HACKO
24	ASSUREX	Madame WASSOUM Anna DEMBELE
25	GE CAR	Ousmane OMAIGA
26	BCAR	Moussa Ben Deka DIABATE
27	CRESPA MALI	Diadji SACKO
28	ASCOMA	Moussa THIAM
29	ASSURLAND	Nicolas FAKHRY
30	DIAHARALA	Madame KANTE BINTA TOURE
31	ASSUR SEYBA	Mamadou Seyba DIALLO

**ARTICLE 3 :** Il est interdit aux entreprises d'assurances de souscrire des contrats d'assurances par l'intermédiaire de courtiers non autorisés sous peine des sanctions prévues à l'article 312 du Code des assurances.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 04 avril 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**ARRETE N° 2014-1141/MEF-SG DU 04 AVRIL 2014  
AUTORISANT LE PAIEMENT PAR ANNUITES SUR LES  
EXERCICES 2013 ET 2014 DU LOT 2 DUMARCHE  
RELATIF A LA REALISATION DES PROJETS DU PLAN  
DE DEVELOPPEMENT INFORMATIQUE : L'INTRANET  
ET LA TELEPHONIE IP DE L'INSTITUT NATIONAL DE  
PREVOYANCE SOCIALE (INPS)**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1er :** Dans le cadre de l'exécution du marché relatif à la réalisation des projets du plan de développement informatique : l'intranet et la téléphonie IP de l'Institut National de Prévoyance Sociale (Lot 2) il est autorisé le paiement par annuités sur les exercices budgétaires 2013 et 2014 dudit marché, conformément aux dispositions de l'article 99.5 du Décret n°08-485/P-RM du 11 août 2008, modifié, portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 04 avril 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**ARRETE N° 2014-1142/MEF-SG DU 04 AVRIL 2014  
FIXANT LE REGIME FISCAL ET DOUANIER  
APPLICABLE AUX MARCHES ET CONTRATS  
FINANCES PAR L'OFFICE DU NIGER DANS LE CADRE  
DE L'EXECUTION DU CONTRAT PLAN 2014/2018.**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1er :** Le présent arrêté fixe le régime fiscal et douanier applicable aux marchés et contrats financés par l'Office du Niger dans le cadre de l'exécution du Contrat Plan 2014/2018.

**CHAPITRE I : DES DROITS ET TAXES AU CORDON  
DOUANIER**

**Section 1 : Des dispositions applicables aux marchandises  
à l'importation**

**ARTICLE 2 :** Les matériaux, les matériels d'équipement et les matériels techniques destinés à être incorporés intégralement et à titre définitif dans les ouvrages à réaliser dans le cadre de l'exécution du projet visé à l'article 1er ci-dessus sont exonérés des droits et taxes suivants :

- Droit de Douane (DD) ;
- Redevance Statistique (RS) ;
- Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) ;
- Prélèvement Communautaire (PC) ;
- Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) ;
- Impôt Spécial sur Certains Produits (ISCP) ;

**ARTICLE 3 :** Cette exonération s'applique également aux outillages, carburants, lubrifiants, pièces détachées importés et reconnus indispensables à l'entretien et à la réparation des matériels et équipements utilisés pour l'exécution du projet

**ARTICLE 4 :** Cette exonération ne s'applique pas aux biens suivants soumis aux régimes du droit commun :

- fournitures et mobiliers de bureau ;
- matériels électroménagers,
- produits alimentaires ;
- pièces détachées et outils d'entretien des véhicules de tourisme ;
- produits courants de fonctionnement ;
- autres biens non-repris aux articles 2 et 3 ci-dessus.

**ARTICLE 5 :** Les matériels et équipements techniques non incorporés à titre définitif dans les ouvrages, les matériels professionnels et de travaux publiques, les véhicules utilitaires importés par les entreprises adjudicataires des marchés et contrat passés dans le cadre de l'exécution du projet visé à l'article 1er ci-dessus, sont placés sous le régime de l'admission temporaire (AT) pour la durée des travaux conformément aux dispositions du Décret n°184/PG-RM du 27 novembre 1974 fixant les conditions d'application de l'admission temporaire au Mali et de l'Arrêté n°04-1562/MEF-SG du 06 août 2004 fixant les modalités d'application du régime de l'admission temporaire.

Les droits et taxes liquidés sous ce régime sont suspendus.

**ARTICLE 6 :** Les véhicules de tourisme importés pour les besoins de la conduite des études et travaux et utilisés comme véhicule de liaison sont placés sous le régime de l'importation temporaire (IT) conformément aux dispositions à l'arrêté N°09-0152/MEF-MET-SG du 04 février 2009 fixant les conditions d'application du régime de l'importation temporaire des véhicules automobiles au Mali.

Les droits et taxes liquidés sous ce régime sont suspendus.

**ARTICLE 7 :** La mise en œuvre des articles 2 et 3 du présent arrêté est subordonnée à la communication à l'Administration des douanes de la liste exhaustive et quantifiée des matériels, matériaux et équipements à importer dans le cadre du projet.

Cette liste établie pour chaque marché et contrat, par les entreprises adjudicataires et certifiée par le maître d'ouvrage et l'ingénieur conseil, peut être modifiée de commun accord en cas d'ultime nécessité.

**ARTICLE 8 :** A l'expiration des délais d'importation temporaire et d'admission temporaire ou à la fin de chaque marché et contrat, le matériel admis temporaire devra recevoir un régime douanier définitif (réexportation ou mise à la consommation avec autorisation préalable du Directeur Général des Douanes).

En cas de mise à la consommation, la valeur du matériel sera déterminée suivant la réglementation en vigueur.

**Section 2 : Des dispositions applicables aux biens des personnes expatriées affectées à l'exécution des marchés et contrats relatifs au contrat plan 2014/2018.**

**ARTICLE 9 :** Les objets et effets personnels, à l'exclusion des véhicules automobiles importés par le personnel expatrié chargé de l'exécution des différents marchés et contrats, ainsi que ceux de leur famille les accompagnant ou venant les rejoindre et devant partager leur résidence, sont exonérés de tous droits de taxes, sous réserve que ces effets et objets soient en cours d'usage depuis au moins six (06) mois et que leur importation ait lieu dans un délai de six (06) mois après leur installation au Mali.

Toutefois, le PC, le PCS, l'ISCP et la RS sont entièrement dus.

**CHAPITRE II : DES IMPOTS, DROITS ET TAXES INTERIEURS**

**ARTICLE 10 :** Les entreprises adjudicataires de marchés et contrats relatifs à l'exécution du Contrat plan 2014/2018, ainsi que leurs sous-traitants et l'Unité de Gestion du projet sont exonérées des impôts, droits et taxes suivants :

- Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) ;
- Taxes sur les contrats d'assurance incluse dans le coût des marchés et/ou contrats.
- Droit d'enregistrement et de timbre sur les contrats ;
- Patente sur marchés et/ou contrats.

Les autres impôts, droits et taxes intérieurs non expressément visés par les dispositions du présent article sont dus dans les conditions de droit commun.

**CHAPITRE III : DES DISPOSITIONS DIVERSES**

**ARTICLE 11 :** Les Entreprises adjudicataires des marchés et contrats et leurs sous-traitants sont soumis au prélèvement de l'Acompte sur Divers Impôts et Taxes (ADIT) institué par la Loi n°97-013 du 07 mars 1997, modifiée.

**ARTICLE 12 :** Les Entreprises bénéficiaires des exonérations prévues par les dispositions du présent arrêté et leurs sous-traitants, sont tenus de déposer dans les conditions de droit commun les déclarations et documents relatifs aux impôts, droits et taxes de toute nature dont ils sont exonérés.

Nonobstant cette exonération, le défaut ou le retard de déclaration ou de communication des documents entraîne l'application des pénalités spécifiques prévues, notamment par le Code Général des Impôts et le Code des Douanes.

**ARTICLE 13 :** En vue d'exercer leur contrôle, les agents de la Direction Nationale des Impôts, de la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence, de la Direction Générale des Douanes ont à tout moment accès aux chantiers et aux bureaux des entreprises adjudicataires et de leurs sous-traitants. Ils peuvent exiger, notamment, la communication de tous les documents nécessaires aux opérations de contrôle ou susceptibles d'en faciliter le déroulement.

**ARTICLE 14 :** Les dispositions du présent arrêté sont valables jusqu'au 31 décembre 2018, date de clôture du Contrat plan.

**ARTICLE 15 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 04 avril 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

-----  
**ARRETE N°2014-1189/MEF-MDCB-CAB DU 04 AVRIL 2014 PORTANT APPROBATION DU BUDGET POUR L'EXERCICE 2014 DE L'AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICALE (ANAM)**

**LE MINISTRE DELEGUE CHARGE DU BUDGET,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Est approuvé, pour l'exercice 2014, le budget de l'Agence Nationale d'Assistance Médicale arrêté en recettes et en dépenses à la somme de **Deux Milliards Trois Cent Soixante Douze Millions Six Cent Vingt Un Mille Cent Six (2 372 621 106) FCFA** suivant le développement ci-après :

**RECETTES**

- Subvention de l'Etat.....1 147 358 000 FCFA
- Subvention des Collectivités Territoriales..401 575 300 FCFA
- Ressources sur exercice antérieur.....823 687 806 FCFA

**Total recettes.....2 372 621 106 FCFA**

**DEPENSES**

- Personnel.....	198 861 000 FCFA
- Formation du personnel.....	30 000 000 FCFA
- Fonctionnement.....	315 500 000 FCFA
- Prestations d'assistance médicale.....	1 768 260 106 FCFA
- Investissement.....	60 000 000 FCFA

**Total dépenses.....2 372 621 106 FCFA**

**ARTICLE 2 :** Le montant des dépenses est gagé sur les recettes inscrites au budget.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 04 avril 2014**

**Le Ministre,  
Madani TOURE**

**ARRETE N°2014-1190/MEF-MDCB-CAB DU 4 AVRIL 2014 PORTANT APPROBATION DU BUDGET POUR L'EXERCICE 2014 DU CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCES DE BAMAKO (CICB)**

**LE MINISTRE DELEGUE CHARGE DU BUDGET,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Est approuvé, pour l'exercice 2014, le budget du Centre International des Conférences de Bamako arrêté en recettes et en dépenses à la somme d'Un Milliard Deux Cent Soixante Dix Neuf Millions Cent Quarante Sept Mille (1 279 147 000) FCFA suivant le développement ci-après :

**RECETTES**

- Subvention de l'Etat.....	698 845 000 FCFA
- Ressources propres.....	580 302 000 FCFA

**Total recettes.....1 279 147 000 FCFA**

**DEPENSES**

- Personnel.....	199 377 000 FCFA
- Fonctionnement.....	679 770 000 FCFA
- Investissement.....	400 000 000 FCFA

**Total dépenses.....1 279 147 000 FCFA**

**ARTICLE 2 :** Le montant des dépenses est gagé sur les recettes inscrites au budget.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 04 avril 2014**

**Le Ministre,  
Madani TOURE**

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE  
LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

**ARRETE N°2014-1126/MESRS-SG DU 04 AVRIL 2014  
PORTANT RADIATION**

**LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET  
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** A compter du 24 juillet 2013, Monsieur **Salif Karamoko TALL**, N°Mle **0114.143-H**, Assistant de 3<sup>ème</sup> classe 4<sup>ème</sup> échelon (indice : **599**), en service à la Faculté de Droit Privé, nommé Notaire suivant le Décret du 24 juillet 2013 susvisé, est, sur sa demande, rayé du contrôle des effectifs des Assistants.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 04 avril 2014**

**Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la  
Recherche scientifique,  
Moustapha DICKO**

**ARRETE N°2014-1128/MESRS-SG DU 04 AVRIL 2014  
PORTANT ADMISSION A L'EXAMEN DE SORTIE DE  
L'ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE BAMAKO,  
FILIERE PROFESSEURS D'ENSEIGNEMENT  
FONDAMENTAL, SESSION DE JUILLET 2013**

**LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET  
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Les étudiants dont les noms suivent, classés par discipline et par ordre de mérite, sont déclarés admis aux examens de sortie de l'Ecole Normale Supérieure de Bamako, filière Professeurs d'Enseignement Fondamental, session de juillet 2013 :

**OPTION : SCIENCES**

N°	Prénoms	Nom	Sexe	N° Matricule	Mention
1 <sup>er</sup>	Yadiani	GOÏTA	M	GOYA0000650800	BIEN
2 <sup>e</sup>	Assa	KANTE	F	KAAS0905670800	BIEN
3 <sup>e</sup>	Ousmane	TRAORE	M	TROU0000660800	BIEN
4 <sup>e</sup>	Salifou	SANGARE	M	SASA1808650800	BIEN
5 <sup>e</sup>	Mariam	SAMAKE	F	SAMA0000660800	BIEN
6 <sup>e</sup>	Hamidou	SAMAKE	M	SAHA0000680800	ASSEZ BIEN
7 <sup>e</sup>	Djibril	SAGARA	M	SADJ0000640800	ASSEZ BIEN
8 <sup>e</sup>	Issa	DIARRA	M	DIIS2012640800	ASSEZ BIEN
9 <sup>e</sup>	Sokala	DIARRA	M	DISO0000670800	ASSEZ BIEN
10 <sup>e</sup>	Mama	TOGORA	M	TOMA0311680800	PASSABLE
11 <sup>e</sup>	Mamady	KEÏTA	M	KEMA0307640800	PASSABLE
12 <sup>e</sup>	Tata	FANE	M	FATA1511750800	PASSABLE

**OPTION : LETTRES-HISTOIRE-GEOGRAPHIE**

N°	Prénoms	Nom	Sexe	N° Matricule	Mention
1 <sup>er</sup>	Mohamadou	MAÏGA	M	MAMO0504650800	ASSEZ BIEN
2 <sup>e</sup>	Lanssina	TRAORE	M	TRLA0103670800	ASSEZ BIEN
3 <sup>e</sup>	Timoté	DIASSANA	M	DITI3105690800	ASSEZ BIEN
4 <sup>e</sup>	Souleymane Tièdiè	TRAORE	M	TRSO0000640800	ASSEZ BIEN
5 <sup>e</sup>	Nioboum	SISSOKO	M	SINI0000640800	ASSEZ BIEN
6 <sup>e</sup>	Soumaïla	KONE	M	KOSO0000640800	ASSEZ BIEN
7 <sup>e</sup> ex	Mahamad Oumar	DEMBELE	M	DEMA0000730800	ASSEZ BIEN
7 <sup>e</sup> ex	Youssef	SANOGO	M	SAYO0708640800	ASSEZ BIEN
9 <sup>e</sup>	Salifou	BERTHE	M	BESA0203700800	ASSEZ BIEN
10 <sup>e</sup>	Mamadou	CISSE	M	CIMA0000720800	ASSEZ BIEN
11 <sup>e</sup>	Mady	SISSOKO	M	SIMA0000670800	ASSEZ BIEN
12 <sup>e</sup>	Fatoumata	BERTHE	F	BEFA0000640800	ASSEZ BIEN
13 <sup>e</sup>	Issoumaël	SAMAKE	M	SAIS0000670800	PASSABLE

**OPTION : LANGUES (ANGLAIS)**

N°	Prénoms	Nom	Sexe	N° Matricule	Mention
1 <sup>er</sup>	Ramata	DOUMBIA	F	DORA0102650800	BIEN
2 <sup>e</sup>	Bakary Toumani	TRAORE	M	TRBA0000650800	BIEN
3 <sup>e</sup>	Labasse	KEÏTA	M	KELA0000670800	ASSEZ BIEN
4 <sup>e</sup>	Lacinè	MARIKO	M	MALA0304630800	ASSEZ BIEN
5 <sup>e</sup>	Adama Balougo	DOUYON	M	DOAD0000690800	ASSEZ BIEN
6 <sup>e</sup>	Mamadou	DIARRA	M	DIMA2008590800	ASSEZ BIEN
7 <sup>e</sup>	Mahamoudou	TRAORE	M	TRMA1506640800	ASSEZ BIEN
8 <sup>e</sup>	Dioman	DIAKITE	M	DIDI1102660800	ASSEZ BIEN
9 <sup>e</sup>	Nanourgo	KONE	M	KONA0000630800	ASSEZ BIEN
10 <sup>e</sup>	Mamadou	KONE	M	KOMA2908660800	ASSEZ BIEN

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 04 avril 2014**

**Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,**  
**Moustapha DICKO**

**ARRETE N°2014-1129/MESRS-SG DU 04 AVRIL 2014  
PORTANT RECTIFICATIF A L'ARRETE N°2012-1580/  
MESRS-SG DU 18 JUIN 2012**

**LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET  
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** L'arrêté du 18 juin 2012 susvisé est rapporté dans toutes ses dispositions en ce qui concerne **Monsieur Lassine SIDIBE, N°Mle 482.65-Z**, Professeur de l'Enseignement Supérieur de 1<sup>ère</sup> classe 2<sup>ème</sup> échelon (Indice : 899) en service à la Faculté des Sciences et Techniques de l'Université des Sciences Techniques et des Technologies de Bamako.

**ARTICLE 2 :** A titre de régularisation, sur la base des notes « implicite bon », **Monsieur Lassine SIDIBE, N°Mle 482.65-Z**, Professeur de 1<sup>ère</sup> classe 2<sup>ème</sup> échelon (indice : 899), passe au grade de Professeur de 1<sup>ère</sup> classe 3<sup>ème</sup> échelon (indice : 956) pour compter du 1er janvier 2012.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 04 avril 2014**

**Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,**  
**Moustapha DICKO**

**ARRETE N°2014-1140/MESRS-SG DU 04 AVRIL 2014  
PORTANT RENOUVELLEMENT DE DISPONIBILITE**

**LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET  
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, est renouvelée pour une première période de deux (02) ans, la disponibilité pour convenances personnelles accordée à **Monsieur Mahamadou SEYDOU, N°Mle 0116.759-F**, Assistant de 3<sup>ème</sup> classe 3<sup>ème</sup> échelon (indice : 566), précédemment en service à la Faculté des Sciences et Techniques (FST).

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 04 avril 2014**

**Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,**  
**Moustapha DICKO**

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**

**ARRETE N°2014-1261/MEN-SG DU 04 AVRIL 2014  
PORTANT NOMINATION DE DIRECTEURS DES  
CENTRES D'ANIMATION PEDAGOGIQUE**

**LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Les agents dont les noms suivent sont nommés Directeurs des Centres d'Animation Pédagogique ci-après :

**ILACADEMIE D'ENSEIGNEMENT DE KAYES :**

**1. Centre d'Animation Pédagogique de Kayes Rive Droite :**

- **Monsieur Mamadou KONE, N°MLe 996.78-Z**, Professeur Titulaire de l'Enseignement Secondaire de 3<sup>ème</sup> Classe, 3<sup>ème</sup> Echelon, marié, 04 enfants.

**2. Centre d'Animation Pédagogique de Kayes Rive Gauche :**

- **Monsieur Oumar DIARRA, N°MLe 727.95-T**, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de Classe Exceptionnelle, 2<sup>ème</sup> Echelon, marié, 04 enfants.

**3. Centre d'Animation Pédagogique de Kéniéba :**

- **Monsieur Dakoro dit Abdrahamane TANGARA, N°MLe 497.15-S**, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de 2<sup>ème</sup> Classe, 2<sup>ème</sup> Echelon, marié, 08 enfants.

**4. Centre d'Animation Pédagogique de Yélimané :**

- **Monsieur Namory F. KEITA, N°MLe 729.68-M**, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de Classe Exceptionnelle, 1<sup>er</sup> Echelon, marié, 03 enfants.

**ILACADEMIE D'ENSEIGNEMENT DE NIORO :**

**1 Centre d'Animation Pédagogique de Nioro :**

- **Monsieur Drissa N'Gouro SANOGO, N°MLe 382.99-M**, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de Classe Exceptionnelle, 3<sup>ème</sup> Echelon, marié, 05 enfants.

**2 Centre d'Animation Pédagogique de Dièma :**

- **Monsieur Lamine COULIBALY**, N°MLe BA 101.42-Y, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de 3<sup>ème</sup> Classe, 5<sup>ème</sup> Echelon, marié, 08 enfants.

**III.ACADEMIE D'ENSEIGNEMENT DE KITA :****1 Centre d'Animation Pédagogique de Kita :**

- **Monsieur Kinane AG GADEDA**, N°MLe 733.50-S, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de 2<sup>ème</sup> Classe, 3<sup>ème</sup> Echelon, marié, 08 enfants.

**2 Centre d'Animation Pédagogique de Sébékoro :**

- **Monsieur Souleymane TRAORE**, N°MLe 455.67-B, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de Classe Exceptionnelle, 2<sup>ème</sup> Echelon, marié, 04 enfants.

**3 Centre d'Animation Pédagogique de Bafoulabé :**

- **Monsieur Mahamoudou KEITA**, N°MLe 349.73-H, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de 1<sup>ère</sup> Classe, 1<sup>er</sup> Echelon, marié, 04 enfants.

**IV.ACADEMIE D'ENSEIGNEMENT DE KOULIKORO :****1. Centre d'Animation Pédagogique de Banamba :**

- **Monsieur Famoussa SAMAKE**, N°MLe 955.30-V, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de 2<sup>ème</sup> Classe, 3<sup>ème</sup> Echelon, marié, 05 enfants.

**2. Centre d'Animation Pédagogique de Kolokani :**

- **Madame Nana DJIRE**, N°MLe 0101.146-N, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de 2<sup>ème</sup> Classe, 2<sup>ème</sup> Echelon, mariée, 01 enfant.

**3. Centre d'Animation Pédagogique de Koulikoro :**

- **Monsieur Sibiry DIABATE**, N°MLe 900.88-K, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de 3<sup>ème</sup> Classe, 6<sup>ème</sup> Echelon, marié, 05 enfants.

**4. Centre d'Animation Pédagogique de Nara :**

- **Monsieur Alassane FANE**, N°MLe 469.75-K, Professeur Titulaire de l'Enseignement Secondaire de 3<sup>ème</sup> Classe, 6<sup>ème</sup> Echelon, marié, 06 enfants.

**5. Centre d'Animation Pédagogique de Nossombougou :**

- **Monsieur Mamadou TRAORE**, N°MLe 975.44-K, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de 2<sup>ème</sup> Classe, 1<sup>er</sup> Echelon, marié, 03 enfants.

**V.ACADEMIE D'ENSEIGNEMENT DE KATI :****1 Centre d'Animation Pédagogique de Sangarébougou :**

- **Monsieur Toumany SOGODOGO**, N°MLe 734.50-S, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de Classe Exceptionnelle, 2<sup>ème</sup> Echelon, marié, 04 enfants.

**2 Centre d'Animation Pédagogique de Baguinéda :**

- **Madame Djénéba TANGARA**, N°MLe 964.68-M, Professeur Titulaire de l'Enseignement Fondamental de 3<sup>ème</sup> Classe, 4<sup>ème</sup> Echelon, marié, 03 enfants.

**3 Centre d'Animation Pédagogique de Kalaban Coro :**

- **Monsieur Alpha MAHAMANE**, N°MLe 751.93-R, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de 2<sup>ème</sup> Classe, 3<sup>ème</sup> Echelon, marié, 08 enfants.

**4 Centre d'Animation Pédagogique de Kangaba :**

- **Monsieur Souleymane TRAORE**, N°MLe 755.26-P, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de Classe Exceptionnelle, 1<sup>er</sup> Echelon, marié, 06 enfants.

**5 Centre d'Animation Pédagogique de Kati :**

- **Monsieur Alexis DAKO**, N°MLe 799.78-Z, Professeur Principal de l'Enseignement Fondamental de 2<sup>ème</sup> Classe, 2<sup>ème</sup> Echelon, marié, 03 enfants.

**VI.ACADEMIE D'ENSEIGNEMENT DE DIOÏLA :****1 Centre d'Animation Pédagogique de Dioïla :**

- **Monsieur Salif Idrissa KEITA**, N°MLe 463.15-S, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de 3<sup>ème</sup> Classe, 6<sup>ème</sup> Echelon, marié, 08 enfants.

**2 Centre d'Animation Pédagogique de Fana :**

- **Monsieur Bakary NIARE**, N°MLe 948.91-N, Professeur Titulaire de l'Enseignement Fondamental de 3<sup>ème</sup> Classe, 4<sup>ème</sup> Echelon, marié, 07 enfants.

**VII.ACADEMIE D'ENSEIGNEMENT DE SIKASSO :****1 Centre d'Animation Pédagogique de Kadiolo :**

- **Monsieur Jean Pierre Bembélé SEREME**, N°MLe 727.29-T, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de Classe Exceptionnelle, 2<sup>ème</sup> Echelon, marié, 02 enfants.

**2 Centre d'Animation Pédagogique de Nièna :**

- **Monsieur Diadié DIARRA**, N°MLe 446.56-N, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de Classe Exceptionnelle, 3<sup>ème</sup> Echelon, marié, 05 enfants.

**VIII. ACADEMIE D'ENSEIGNEMENT DE BOUGOUNI :****1 Centre d'Animation Pédagogique de Yanfolila :**

- Madame Rachelle DIARRA, N°MLe 0105.569-P, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de 2<sup>ème</sup> Classe, 1<sup>er</sup> Echelon.

**2 Centre d'Animation Pédagogique de Bougouni :**

- Monsieur Luc David KONATE, N°MLe 396.93-F, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de Classe Exceptionnelle, 3<sup>ème</sup> Echelon, marié 05 enfants.

**IX. ACADEMIE D'ENSEIGNEMENT DE SEGOU :****1 Centre d'Animation Pédagogique de Markala :**

- Monsieur Mouctar Ould OUMERA, N°MLe 757.11-Y, Professeur Principal de l'Enseignement Fondamental de 3<sup>ème</sup> Classe, 6<sup>ème</sup> Echelon, marié, 05 enfants.

**2 Centre d'Animation Pédagogique de Baraouéli :**

- Monsieur Kalifa SOGODOGO, N°MLe 733.78-Z, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de 2<sup>ème</sup> Classe, 3<sup>ème</sup> Echelon, marié, 06 enfants.

**3 Centre d'Animation Pédagogique de Niono :**

- Monsieur Hamidou SANKARE, N°MLe 373.96-J, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de 2<sup>ème</sup> Classe, 2<sup>ème</sup> Echelon, marié, 06 enfants.

**4 Centre d'Animation Pédagogique de Ségou :**

- Monsieur Kari BALLO, N°MLe 729.74-V, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de Classe Exceptionnelle, 2<sup>ème</sup> Echelon, marié.

**X. ACADEMIE D'ENSEIGNEMENT DE SAN :****1 Centre d'Animation Pédagogique de Bla :**

- Monsieur Idrissa COULIBALY, N°MLe 757.09-W, Professeur Principal de l'Enseignement Fondamental de 3<sup>ème</sup> Classe, 6<sup>ème</sup> Echelon, marié, 06 enfants.

**2 Centre d'Animation Pédagogique de Tominian :**

- Monsieur Abdoulaye El-Hadji CISSE, N°MLe 919.89-L, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de Classe Exceptionnelle, 1<sup>er</sup> Echelon, marié, 04 enfants.

**3 Centre d'Animation Pédagogique de Kimparana :**

- Monsieur Diakaridia COULIBALY, N°MLe 783.01-L, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de 3<sup>ème</sup> Classe, 6<sup>ème</sup> Echelon, marié, 05 enfants.

**XI. ACADEMIE D'ENSEIGNEMENT DE MOPTI :****1 Centre d'Animation Pédagogique de Sévaré :**

- Monsieur Guédiouma THIERO, N°MLe 377.89-B, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de 2<sup>ème</sup> Classe, 3<sup>ème</sup> Echelon, marié, 03 enfants.

**2 Centre d'Animation Pédagogique de Téninkou :**

- Monsieur Amadou NIANGALY, N°MLe 727.16-D, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de 1<sup>ère</sup> Classe, 2<sup>ème</sup> Echelon, marié, 03 enfants.

**3 Centre d'Animation Pédagogique de Youwarou :**

- Monsieur Oumar MALICK, N°MLe 964.41-G, Professeur Titulaire de l'Enseignement Fondamental de 3<sup>ème</sup> Classe, 4<sup>ème</sup> Echelon, marié, 03 enfants.

**XII. ACADEMIE D'ENSEIGNEMENT DE DOUENTZA :****1 Centre d'Animation Pédagogique de Bankass :**

- Monsieur Moustapha CISSE, N°MLe 966.06-S, Professeur Titulaire de l'Enseignement Fondamental de 2<sup>ème</sup> Classe, 5<sup>ème</sup> Echelon, marié, 03 enfants.

**2 Centre d'Animation Pédagogique de Douentza :**

- Monsieur Mahamadou CISSE, N°MLe 948.33-Y, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de 2<sup>ème</sup> Classe, 3<sup>ème</sup> Echelon, marié, 05 enfants.

**3 Centre d'Animation Pédagogique de Koro :**

- Monsieur Bakary CISSE, N°MLe 480.79-P, Professeur Titulaire de l'Enseignement Fondamental de 3<sup>ème</sup> Classe, 6<sup>ème</sup> Echelon.

**XIII. ACADEMIE D'ENSEIGNEMENT DE TOMBOUCTOU :****1 Centre d'Animation Pédagogique de Goundam :**

- Monsieur Mahamane TOURE, N°MLe 0104.310-J, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de 2<sup>ème</sup> Classe, 3<sup>ème</sup> Echelon, marié, 04 enfants.

**2 Centre d'Animation Pédagogique de Gourma Rharous :**

- Monsieur Idrissa Baba MAIGA, N°MLe BA 120.74-J, Professeur de l'Enseignement Secondaire de 3<sup>ème</sup> Classe, 3<sup>ème</sup> Echelon.

**XIV. ACADEMIE D'ENSEIGNEMENT DE GAO :****1 Centre d'Animation Pédagogique de Ansongo :**

- Monsieur Siaka DANIOKO, N°MLe 0101.083-S, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de 2<sup>ème</sup> Classe, 1<sup>er</sup> Echelon, marié, 11 enfants.

**2 Centre d'Animation Pédagogique de Bourem :**

- Monsieur Abdelkarim AHMADOU, N°MLe 750.68-M, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de 3<sup>ème</sup> Classe, 6<sup>ème</sup> Echelon, marié, 03 enfants.

**3 Centre d'Animation Pédagogique de Ménaka :**

- Monsieur Zeïnou Aguisa MAIGA, N°MLe 949.15-C, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de 2<sup>ème</sup> Classe, 1<sup>er</sup> Echelon, marié, 07 enfants.

**4 Centre d'Animation Pédagogique de Wabaria :**

- Monsieur Amadou Adourente YATTARA, N°MLe 733.90-M, Professeur Principal de l'Enseignement Fondamental de 3<sup>ème</sup> Classe, 6<sup>ème</sup> Echelon, marié, 09 enfants.

**XV. ACADEMIE D'ENSEIGNEMENT DE KIDAL :****1 Centre d'Animation Pédagogique de Kidal :**

- Monsieur Ziddou AG ELKHALIFA, N°MLe 724.95-T, Professeur Titulaire de l'Enseignement Secondaire de 3<sup>ème</sup> Classe, 6<sup>ème</sup> Echelon, marié, 05 enfants.

**2 Centre d'Animation Pédagogique de Tessalit :**

- Monsieur Ibrahima AG MOHAMED, N°MLe 932.45-L, Professeur Titulaire de l'Enseignement Fondamental de 3<sup>ème</sup> Classe, 5<sup>ème</sup> Echelon, marié, 07 enfants.

**XVI. ACADEMIE D'ENSEIGNEMENT DE BAMAKO RIVE DROITE :****1 Centre d'Animation Pédagogique de Banankabougou :**

- Monsieur Ibrahima Zacka TOURE, N°MLe 975.14-B, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de 2<sup>ème</sup> Classe, 1<sup>er</sup> Echelon, marié, 01 enfant.

**2 Centre d'Animation Pédagogique de Faladié :**

- Monsieur Abdou Wahidou MAIGA, N°MLe 922.03-N, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de 2<sup>ème</sup> Classe, 3<sup>ème</sup> Echelon, marié, 07 enfants.

**3 Centre d'Animation Pédagogique de Torokorobougou :**

- Monsieur Itous AGAHMED IKNANE, N°MLe 951.20-H, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de 2<sup>ème</sup> Classe, 3<sup>ème</sup> Echelon, marié, 02 enfants.

**4 Centre d'Animation Pédagogique de Sénou :**

- Monsieur Drissa TRAORE, N°MLe 902.57-A, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de Classe Exceptionnelle, 1<sup>er</sup> Echelon, marié, 05 enfants.

**XVII. ACADEMIE D'ENSEIGNEMENT DE BAMAKO RIVE GAUCHE :****1 Centre d'Animation Pédagogique de Bozola :**

- Madame Aïssata COULIBALY, N°MLe 468.12-N, Professeur Principal de l'Enseignement Fondamental de 3<sup>ème</sup> Classe, 6<sup>ème</sup> Echelon, marié, 05 enfants.

**2 Centre d'Animation Pédagogique de Lafiabougou :**

- Madame Oourokia MARICO, N°MLe 751.39-E, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de Classe Exceptionnelle, 1<sup>er</sup> Echelon, marié, 05 enfants.

**ARTICLE 2 :** Les intéressés bénéficient, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles des arrêtés ci-après :

- Arrêté n°08-01414/MEBALN-SG du 23 décembre 2008 portant affectation de directeurs de Centres d'Animation Pédagogique ;

- Arrêté n°10-05390/MEALN-SG du 18 novembre 2010 portant mutation de directeurs de Centres d'Animation Pédagogique ;

- Arrêté n°2013-0250/MEAPLN-SG du 28 janvier 2013, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 04 avril 2014**

**Le Ministre,  
Madame TOGOLA Jacqueline Marie NANA**

## ANNONCES ET COMMUNICATIONS

**TABLEAU DE L'ORDRE DES INGENIEURS - CONSEILS DU MALI  
(31 MAI 2015 AU 30 MAI 2016)**

N° Ordre	BUREAUX D'INGENIEURS CONSEILS	N° Car te	RESPONSABLES	ADRESSES
1.	<b>SEE</b> Société d'Engineering et d'Etudes	1	<b>Ousmane ISSABRE</b>	E-mail : see@afribonemali.net BP : E2209 –Tél/Fax :20 28 06 26 ; 20 28 75 53 /Cell. : 66.75 03 67 Cité des 300 Logements - Rue 267-Porte 322 – Bamako
2.	<b>GIC</b> Groupe d'Ingénieurs Consultants	2	<b>Siaka TRAORE</b>	E-mail : direction@gic-mali.net B.P.E : 2342-Tél : 20.21.80.91 Fax : 20 .21.04.69 Hippodrome Rue 254-Porte 584 – Bamako
3.	<b>BETRAP-SARL</b> Bureau d'Etudes de Bâtiments et Travaux Publics	3	<b>Modibo KONATE</b>	E-mail : betrap@orangemali.net Tél : 20.28.14.70 Fax: 20.28.71.43 B.P.E :740 – Torokorobougou, Rue 145, sortie du Pont FADH – Bko.
4.	<b>SETED-SARL</b> Société d'Etudes Techniques pour le Développement	4	<b>Mme DEME Mariétou TOUNKARA</b>	E-mail: <b>ing.seted@gmail.com</b> Tél/Fax: 20.20.70.96/66.83.28.56 - Avenue vers Tour de l'Afrique – Porte 388 – BP : E3056 –Faladiè II A Bamako
5.	<b>BETI – INTERNATIONAL</b> Bureau d'Etudes Techniques et d'Ingénierie International	5	<b>Malik SOW</b>	E-mail : swmalick@yahoo.fr Tél : 20.29.17.62/76.49.21.67 BP: E608 Hamdallaye marché à l'étage Rue 42 - Porte 774 – Bamako
6.	<b>BETICO</b> Bureau d'Etudes Techniques et d'Ingénieurs Conseils	6	<b>Mahamane TOURE</b>	E-mail : m.toure@betico.net Tél : 20 28 75 21 /fax 20 28 48 82 BP: 1840 Bacodjicoroni ACI GOLFE Bamako
7.	<b>SOCE TEC</b> Société d'Etudes et d'Applications Techniques	7	<b>Abdoulaye DEME</b>	E-mail : socetec@orangemali.net Tél : 20 29 72 30 /66 75 06 11 Fax : 20 29 77 97 ACI 2000 BP : 2231- Bamako
8.	<b>BE GEC</b> Bureau d'Etudes et de Génie Civil	9	<b>Adama KOUYATE</b>	E-mail : bebec@orangemali.net Tél : 20 23 43 71 ACI 2000 BP :1131 Rue 286 - Porte 264 Bureau A02 Bamako
9.	<b>CIRA- SA</b> Conseil Ingénierie et Recherche Appliquée	11	<b>Seydou M. COULIBALY</b>	E-mail : cira@cira-mali.com Site Web : www.cira-mali.com BP 5016 Bamako - Mali (ACI 2000) Tél. : + 223 20 24 32 34 / 44 90 00 64 Fax : +223 20 24 15 03 / 44 90 00 65
10.	<b>MGC INGENIERIE (MGCI)</b> Bureau d'Ingénieries Civiles et d'Expertises Immobilières	12	<b>Mamadou G. COULIBALY</b>	E-mail : mgci@afribone.net.ml Tél : 20.23.81.36/70.82.41.35 66.98.68.79 ; B.P.E : 902 – Route du Lido, Rue 483; Porte 376, Badialan II - Bamako
11.	<b>OFETOC-SARL</b> Office d'Etudes Techniques Optimales et de Coordination	13	<b>Ladji CAMARA</b>	E-mail : ofetoc@afribonemali.net Tél : 20 29 60 76/Fax : 20 29 60 75 BP:2153 Lafiabougou ACI 2000 en face de la clôture du lycée Mamadou SARR – Bamako
12.	<b>SETCO</b> Société d'Etudes et de Coordination en Ingénierie	15	<b>Boubacar KONATE</b>	E-mail : setcomali@yahoo.fr Tél/Fax 20.23.46.50/76.19.83.92 ; BPE : 589 Badialan I Rue 464, Porte 29 Bamako
13.	<b>SETADE</b> Société d'Etudes et d'Assistance pour le Développement	17	<b>Adama N'GUIRO</b>	E-mail : setade@afribone.net.ml Tél : 20.20.52.30/66.72.53.92 B.P.216 Magnambougou, Faso Kanu - Bamako
14.	<b>SONING-BAC-SARL</b> Société Nouvelle d'Ingénierie BACUS- SARL	18	<b>Samba DIARRA</b>	E-mail : soningbac@afribone.net.ml Tél : 69.05.14.74/66.75.19.76/76.36.54.45 Fax : 20.21.18.05, B.P.E : 1336 ; Immb Abdoulaye BAGAYOKO, cité SOMAPIM Résidence les mangueraiés
15.	<b>BSH</b> Bureau Sahélien d'Hydraulique	20	<b>Mamadou DIAWARA</b>	E-mail : bsh@afribone.net.ml Tél : 20.28.07.17 /66.72.95.91 Fax : 20.28.59.20, B.P.E :2135 Guarantiguiougou, 300 Logements ACI Porte 42 – Bamako
16.	<b>BIMAN-SARL</b> Bureau d'Ingénierie et de Management	21	<b>Mamady COULIBALY</b>	E-mail : bimanmali@yahoo.fr B.P.E 2932 -Tél : 20.21.69.05/76.47.31.79, Zone Industrielle - Bamako
17.	<b>ICON-SARL</b> Ingénierie Conseil : Electricité. Informatique. Génie Civil	22	<b>Alassane TRAORE</b>	E-mail: icon@icon-mali.com atraore@icon-mali.com Tél 20.21.54.60/fax : 20.21.54.59/ 66.74.33.30 Cité du Niger, Rue 555, Porte 171 BP : E-1056 – Bamako

18.	<b>BEDIS- SARL</b> Bureau d'Etudes pour le Développement Intégral au Sahel	23	<b>Fousseyni N'DIAYE</b>	E-mail : bedis@sotelma.net.ml Tél : 20. 23.09.18/fax : 20.23.70.19 B.P.E : 464 en Face de la Direction Générale de la Pharmacie Populaire du Mali Rue 317 – Porte 717 – Bamako
19.	<b>HYDRO-PACTE</b> Bureau d'Etudes d'Ingénierie et d'Organisation	24	<b>Mohamed FALL</b>	E-mail : hydro_pact@yahoo.fr BPE : 1072 ; tél : 20.21.12.20– Hyppodrome, Rue 291 – Porte 254 – Bamako.
20.	<b>I – SEPT</b> Société d'Etudes Polytechniques	26	<b>Lamine Souley SIDIBE</b>	E-mail: isept@afribone.net.ml Tél : 20.20.69.29/Fax 20.20.39.52 BP.3069 - Rue 414 Porte 358 Magnanbouyou-Projet Bamako
21.	<b>LOBOU CONSEILS</b> Bureau d'Etude d'Ingénierie Bâtiment Travaux Publics Transport	27	<b>Arbonkana MAIGA</b>	E-mail : lobouconseils@yahoo.fr Tél/fax : 20.21.03.36/66.75.53 52, Sotuba près de la station Total - Bamako
22.	<b>B.I.C.D</b> Bureau d'Ingénieurs Conseils pour le Développement	28	<b>Tiéoura Hamadou DIARRA</b>	E-mail : bicd@orangemali.net Tél:20.23.30.65/66.72.19.59 Fax : 20.22.86.56 ; B.P.E:1383 - Badalabougou Sema I Immeuble Ex-Jiguissème – Bamako
23.	<b>B.E.G.H.SARL</b> Bureau d'Etudes de Génie Civil et d'Hydraulique	29	<b>Sidiki GOITA</b>	E-mail : beghnouveau1@yahoo.fr B.P.E:1432-Tél: 76.43.08.58 Titubougou Imm. Tidiany DOUCOURE – Bamako
24.	<b>S.A.E.D-SARL</b> Société Africaine d'Etudes pour le Développement	31	<b>Yacouba TRAORE</b>	E-mail : saedmali@orangemali.net Tél : 20.71.73.21/66.71.45.10 ; B.P.E : 1409 ACI SOTUBA face terrain du Stade malien Bamako
25.	<b>SINEC-SARL</b> Société d'Ingénierie, d'Etudes et de Contrôle	32	<b>Sine Aly Badara PLEAH</b>	E-mail: abpleah@gmail.com Tél/Fax: 44 38 1670/ 66.7829.45 ACI-2000 Hamdallaye, BP : 7107 Bamako
26.	<b>S.E.C.T-SARL</b> Société d'Etudes et de Conception Technique	33	<b>Demba Adama KEITA</b>	E-mail: sectsar1@hotmail.com Tél : 64 22 22 44/ 79 12 41 94/ Hamdallaye ACI 2000 près de l'hôtel Radisson : – Bamako
27.	<b>BIDR</b> Bureau d'Ingénierie pour le Développement Rural	34	<b>Makan KEÏTA</b>	E-mail : bidr2006@yahoo.fr Tél : 20.28.91.62/76.49.93.91 BP.1994 ; Rue 267 – Porte 134 Cité des 300 Logements Garantiguibougou – Bamako
28.	<b>SERCHS</b> Société d'Etudes de Réalisation des Ouvrages Hydrauliques au Sahel	35	<b>Mamadou SYLLA</b>	E-mail : serchs@afribonemali.net Tél : 20.21.49.75 B.P.E : 120 - Rue 420 Porte 242 Niarela – Bamako.
29.	<b>LABOGEÇ</b> Laboratoire de Génie Civil	36	<b>Nianti BOUARE</b>	E-mail: labogec@afribonemali.net B.P.E: 2027 ; Tél : 2020 31.79/66.74.41.14 Kalabancoura-Bko
30.	<b>BREESS</b> Bureau de Recherche et d'Exploitation des Eaux Souterraines et de Surface	37	<b>Daouda A. ONGOIBA</b>	E-mail : breess@afribone.net.ml BP 2159 - Tél : 20.23.18.44 Dravéla Rue 379 – Porte 27 - Bamako
31.	<b>BICKA-SUARL</b> Bureau d'Ingénieurs Conseils en Gestion des Systèmes de Transports	38	<b>Bayéré dit Ousmane KANAKOMO</b>	E-mail : kanak1948@yahoo.fr Tél : 20.20.45.58/ 76.33.45.94 Hippodrome Rue 272, Porte 12 Bamako
32.	<b>BEHYGEC</b> Bureau d'Etudes en Hydraulique et en Génie Civil	40	<b>Dialalia KOUYATE</b>	E-mail : behygec@afribonemali.net Tél/fax : 20.28.69.14/66.44.78.08 ; BP : 2694 Rue 812 ; Porte 45 BaccDjicoroni ACI-Sud Golf– Bamako
33.	<b>H &amp; A CONSULT</b> Hydraulique et Assainissement - Consult	42	<b>Yaya BAMBA</b>	E-mail : hac@orange.mali.net Tél : 21.62.10.37 BP.78 Immeuble Mohamed K.Kone - Sikasso
34.	<b>BETEC</b> Bureau d'Etudes Techniques et de Contrôle	43	<b>Kola Amadou CISSE</b>	Email : betec@afribonemali.net Tél : 20 29.58.11/fax : 20 29.58.10-BP.3116 Hamdallaye ACI 2000 – Immeuble BETEC Bamako
35.	<b>NYETA-SARL</b> Bureau d'Etude Nyeta	44	<b>Moïse dit Moussa AYITE</b>	E-mail: nyeta_ic@yahoo.fr Tél: 20.29.89.65/ 66.85.63.79/ 76.05.60.06; BP: 1386 Hamdallaye ACI 2000, Immeuble Sy près de la DNETP; Rue 428 Porte 530 – Bamako.
36.	<b>SETICE-SARL</b> Société d'Etudes Techniques en Ingénierie Civile et Environnement	46	<b>Boubacar DRAVE</b>	E-mail: draveboubacar@yahoo.fr Tél: 20.29.07.28/66.72.99.54 BP: 783 Hamdallaye ACI 2000 Rue 395 Porte 2401- Bamako.
37.	<b>SIRABA</b> Bureau d'Etudes SIRABA - INGENIERING SARL	47	<b>Mme DIALLO Marie TRAORE</b>	E-mail : maritroediallo@yahoo.fr B.P.E : 1541 - Tél : 20.22.29.18 / 66.76.07.76/76.41.84.35/Fax : 20.22.83.50- Badalabougou Sema I, Rue 53, Porte 45 – Bko.
38.	<b>ICOTED INTERNATIONAL</b> Ingénieurs Conseils en Technique de Développement	49	<b>Mamadou Oumar DEMBELE</b>	E-mail : icoted@afribonemali.net BP.7121 – Tél : 20.20.61.10 Fax : 20.20.54.95 Banankabougou, Bollé Rue 93- Logement – Sema – Bamako
39.	<b>AFRICONSULT-SARL</b> Bureau d'Ingénieurs Conseils	51	<b>Abdoulaye M. DICKO</b>	E-mail : africonsult@africonsult.com.ml B.P.E: 3100 - Tél : 66.96.12.73/75.01.51.79 - Torocorobougou Immeuble ABK, Rue 426 – Porte 79 – Bamako

40.	<b>BIRAD</b> Bureau d'Ingénierie et de Recherche Appliquée au Développement	52	<b>Sidiki Mohamed COULIBALY</b>	E-mail Tél : 2 Baco 1 Bamah
41.	<b>SETA -SARL</b> Société d'Etudes technique et d'Application	53	<b>Ogomono DOLO</b>	E-mail Tél: 20 B.P.314
42.	<b>CTEXCEL-SARL</b> Cabinet d'Experts -Conseils en Energie & Incendie	54	<b>Soumana TANGARA</b>	E-mail Tél.20 66.74 2000-
43.	<b>GID - SA</b> Groupement d'Ingénieurs Conseils pour le développement	55	<b>Dièlymoussa KOUYATE</b>	E-mail Tél : 2 zone A
44.	<b>CETRA -SARL</b> Cellule d'Etudes Techniques Rationnelles	56	<b>Aboubacar NIARE</b>	E-mail Tél : 7 66.73 Bamah
45.	<b>SENE YIRIWASO</b> Ent reprise de Développement Intégré	57	<b>Mamadou Sallama MAGUIRAGA</b>	E-mail Tél : 6
46.	<b>CIETRA-SARL</b> Cabinet d'Ingénierie pour les Etudes Techniques et la Recherche Appliquée	58	<b>Mahamadou Alassane</b>	E-mail Tél/fax marché
47.	<b>Hamady N'DJIM</b> H.N'D Ingénieurs- Conseils SARL	59	<b>Hamady N'DJIM</b>	E-mail Tél/Fax Cell : - Bam
48.	<b>B.E.R.T.E.CO</b> Bureau d'Etudes et de Recherches en Technologie de Construction	62	<b>Mohammadou BERTE</b>	E-mail Tél: /f 76.37 contain
49.	<b>BOMBEI ENGINEERING- SARL</b> Société d'Etude et de Recherche en Aménagements, Ponts et Constructions	63	<b>Mama PAMENDA</b>	E-mail Tél : 2 Bamah
50.	<b>CESIA</b> Cabinet d'Etudes Spécialisées en Ingénierie Appliquée	65	<b>Diakaridia SIDIBE</b>	E-mail Tél : 6 Lafiab
51.	<b>ASTEC -SARL</b> Aigle Structure Technique	66	<b>Omar TOURE</b>	E-mail Tél : 2 ACI 2
52.	<b>TECHNI -CONSULT SARL</b> Bureau d'Ingénieur- Conseil	67	<b>Ibrahim GALADIMA</b>	E-mail Tél : 2 Villa 3
53.	<b>SOUTH- ENGINEERING</b> Bureau d' Ingénieurs -Conseils	70	<b>Makan DIALLO</b>	E-mail Tél : 7 D.2

60.	<b>GEDURINGENIEUR CONSEIL -SARL</b> Groupement d'Experts pour le développement urbain et Rural	84	<b>Abdoulaye KONATE</b>	E-mai Tél: 2 BP E
61.	<b>GRABI-SARL</b> Groupe de Recherche pour l'Amélioration des Besoins en Infrastructures	85	<b>Yoro SIDIBE</b>	E-mai Tél: 7 Rue 7 Anten 51 - S
62.	<b>IGIP AFRIQUE MALI-SARL</b> Ingénieur-conseil	87	<b>Moussa TRAORE</b>	E-mai Rue 5
63.	<b>S.I.D- SARL</b> Société d'Ingénierie pour le Développement	88	<b>Ousmane KANAKOMO</b>	E-mai 76.45 Aliou
64.	<b>2M CONSULT-SARL</b> Ingénieur-Conseil	89	<b>Mohamed COULIBALY</b>	E-mai Tél: 2 Imme
65.	<b>C.I.C- SARL</b> Cabinet d'Ingénieurs- Conseils	92	<b>Mamoutou KONE</b>	E-mai Tél: 2 B.P.E
66.	<b>SIGMA-SARL</b> Société d'Ingénierie et de Management	95	<b>Moustapha SANGARE</b>	E-mai Tél: 6 Kalab
67.	<b>BIRA- SUARL</b> Bureau d'Ingénieurs et de recherche Appliquée	96	<b>Boukassoum TOURE</b>	E-mai Tél: 2 Imme
68.	<b>BIC-AP</b> Bureau d'Ingénierie Civile Appliquée	97	<b>Simbo DIAKITE</b>	E-mai Tél/fax Bintag
69.	<b>Moussa DIASSANA</b> Ingénieur- Conseil	98	<b>Moussa DIASSANA</b>	E-mai Tél: 2 691 P
70.	<b>AICD- SARL</b> Atelier d'Ingénieurs-Conseils pour le Développement	99	<b>Abdoulaye Lassana DIALLO</b>	E-mai Tél: 20 Avenu Hamd
71.	<b>CIDS-SARL</b> Collectif Ingénieurs Développement Sahel	101	<b>Ibrahima KONATE</b>	E-mai Tél: 2
72.	<b>INGERCO-SARL</b> Ingénierie Conseils et Recherche Appliquée	103	<b>Dramane DIALLO</b>	E-mai Fax: 20 Logts
73.	<b>C.A.D.A.C-SARL</b> Cabinet d'Ingénieurs pour le	104	<b>Boubacar S.</b>	E-mai Tél: 20

81.	<b>SETEF-SARL</b> Société d'Etudes Techniques & de Formation Sarl	120	<b>Djibril KEITA</b>	E-mail: setefmali@yahoo.fr Tél : 20.22.72.39/76.45.98.41/76.05.88.96 Rue de la CAN ACI 2000 , Porte 368 BPE : 1206 – Bamako
82.	<b>ICA-MALISARL</b> Ingénieurs Conseils	121	<b>Gaousou SANOGO</b>	E-mail : Tél : 66.72.43.82/74.16.78.33 BP.100 Centre Commercial -Ségou
83.	<b>CERTES-SARL</b> Conseil d'Etudes- Recherche – Techniques Engineering Service	122	<b>Moussa S.COULIBALY</b>	E -mail: certesarl@yahoo.fr/certesarl@certes-sarl.com/http://www.certes-sarl.com Tél : 20.20.35.71/76.41.09.28/66.69.20.13 BPE : 93 Niamakoro cité UNICEF Rue 149-Porte 254 en face de la station COMAP-OIL – Bamako
84.	<b>SIED-SARL</b> Société d'Ingénierie et d'Etudes Pour le Développement	125	<b>Ibrahima CISSE</b>	E-mail : direction@sied-mali.com Tél : 20.28.81.25/ 66 74.91.25/76.13.36.91 BPE : 1461-Bko
85.	<b>BRID-SARL</b> Bureau de Recherche en Ingénierie pour le Développement	126	<b>Daniel SOGOBA</b>	E-mail : brid610@yahoo.fr Tel: 20.29.26.65/Fax: 20.29.26.66 76.19.76.48 avenue Cheick Zayed Hamdallaye ACI 2000 Immeuble Magassa 2ème étage – Bko
86.	<b>BICRAD</b> Bureau d'ingénieurs Conseil de recherches Appliquées pour le Développement	129	<b>Alou KONATE</b>	E-mail : bicradmali@yahoo.fr Tél : 20.79.39.45/76.11.30.65 66.71.85.99 - BP : E .190 Rue 153, Porte 225 Garanti bougou 300 Logements – Bko
87.	<b>AGEMOD-BTP</b> Agence Générale de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée en Bâtiments et Travaux Publics	130	<b>Lancéni Balla KEITA</b>	E-mail : agemod_btp@yahoo.fr Tél : 20.28.79.34 - /76.32.80.33 – Bacodjicoroni ACI Coté BOA- Bamako
88.	<b>BICED-SARL</b> Bureau d'Ingénieurs-conseils et d'expertise pour le Développement	131	<b>Boureïma KOUYATE</b>	E-mail : bicedmali@yahoo.fr Tél : 21.54.02.33 /73.15.39.29- Niore du Sahel /Contact Bamako : 76 49 12 33
89.	<b>SICANET</b> Ingénieurs-Conseils	132	<b>Oumar COULIBALY</b>	E-mail : info@sicanet.de Tél : 21.62.18.51/66.71.68.19 BP : 102 Imble SNF, face Mairie Avenue Loury Sikasso
90.	<b>SINE – SUARL</b> Société d'Ingénierie Nouvelle d'Etudes	134	<b>Lassine SOUMANO</b>	E-mail : lsno2002@yahoo.fr Tél : 76.36.71.86 ; BP 12 – Koulikoroba - Koulikoro
91.	<b>SETECH-SARL</b> Société d'Etude Technique Appliqué pour le Développement	135	<b>Mohamed Lamine CISSE</b>	E-mail : setechad@hotmail.fr Tél : 20.29.58.81/66.78.86.11 Hamdallaye Immeuble Ould Baby Rue 33 Porte 319 BP : 9059 – Bamako.
92.	<b>TID-CONSULT</b> Techniques Ingénierie Développement Consult	136	<b>Mahamadou Tidiani TOURE</b>	E-mail : tid@orangemali.net , Tél: 20.24.29.48/76.42.69.96/76 45 12 75_ BP : 9095 Rue 234, Porte 165, Route de Kkoro, Djélibougou Station SHELL Près de la Malienne de l'Automobile -Bamako
93.	<b>AKT –CONSULT</b> Bureaux d'Ingénieurs –Conseils	137	<b>Cheik Abdoul Kader Tiégoum MAIGA</b>	E-mail : akt_consult@yahoo.fr Tél:76.42.79.15/66.51.97.98/20.24.11.66 BPE : 1664, Route de Kkoro Porte 3040 Boulkassoumbougou – Bamako
94.	<b>SAEG</b> Société Africaine d'Essais Géotechniques	139	<b>Abdoulaye GUINDO</b>	E-mail : inf-tpr@gic-mali.net Tél : 76.40.39.44 ACI Bacodjicoroni SUD Bamako
95.	<b>COREEX-BTP. SA</b> Centre Ouest –Africain de Recherches, d'Essais, d'Expérimentation en Bâtiment et en Travaux Publics	140	<b>Djibril COULIBALY</b>	E - mail : coreex@afribone.net.ml Tél : 20.79.96.01 ; 70.82.41.35/Fax : 20.22.14.21 ; BP.E 902 Route de la Corniche, Magnambougou - Bamako
96.	<b>AGREBAT-SARL</b> Agence de Gestion Recherches et Expertise en Bâtiment	146	<b>Mahamadou WADIDIE</b>	E-mail : agrebat@yahoo.fr Tél. : 44 39 03 76/66 75 00 30/ BP: E4768 Badialan III , Rue 503 - Porte 262 Bamako
97.	<b>GEOTECH-CONSULT SARL</b> Laboratoire – Etudes – Contrôle – Sui vi - Conception	147	<b>Nian François GOÏTA</b>	E-mail : geotech.consult@orangemali.net Tél. : 20 28 50 45/66 74 50 60 66 74 31 85 -Fax : 20 28 77 51 Kalabancoura -Extension Sud - Rue 328 Porte 794 -BP: E2354-Bamako
98.	<b>CSEC-SARL</b> Cabinet Sahélien d'Experts Conseils	150	<b>Hamadi Yoro DICKO</b>	E-mail: gemsdhl@gmail.com Tél: 63 39 80 00/70 51 56 22 Rue 380- Porte 1353, Kalabancoro-Extension Sud- Bamako
99.	<b>BETOP</b> Bureau d'Etudes Techniques Optimales	153	<b>Abdoulaye KANTE</b>	E-mail : betopblocus@gmail.com/ betopmali@yahoo.fr Tél: 66.72.83.84/74 56 75 25 –Hamdallaye ACI 2000 Rue 401, Porte 48 - Bamako

100.	<b>BB-CONSEIL</b> Ingénieurs - Conseils	154	<b>Boubacar DIARRA</b>	E-mai 63 44 356 B
101.	<b>ESDCO-SARL</b> Environnement & Social Développement Compagny – Sarl	155	<b>Kléssigué Robert DEMBELE</b>	E-mai Tél: 2 Kalab
102.	<b>AIMTP-SARL</b> Agence pour l'Ingénierie et le Management des Infrastructures des Transports et des Travaux Publics-Sarl	158	<b>Cheik Abdel Kader HAIDARA</b>	E-mai Tél: 6 Porte
103.	<b>SESTRA INGENIERIE -SARL</b> La Société d'Etudes & de Suivi des Travaux-Ingénieries	159	<b>Adama N' DAO</b>	E-mai 66.73 Lafiab
104.	<b>SAFIEXCO-SARL</b> Société Africaine d'Ingénieries et d'Expertises Conseils	161	<b>Abdoulaye GUINDO</b>	E - ma Tél. 2 300 D
105.	<b>CCETIS</b> Cabinet de Conception et d'Etudes Techniques d'Infrastructures et de Superstructures	162	<b>Adama KEITA</b>	E-mai Tél: 7 Rue 4
106.	<b>INTELCO CONSULTING-SARL</b> Ingénieur-conseil	163	<b>Amadou Cheik MAIGA</b>	E-ma Tél: 2 Baco
107.	<b>CIRFOD</b> Conseil Ingénierie pour Recherche Formation et Développement	165	<b>Amadou TRAORE</b>	E-mai Tél: 2 Banak
108.	<b>ENVIRO-CONSULT</b> Ingénieurs-conseil	166	<b>Amadou KONE</b>	E-mai Tél: 4 Avenu
109.	<b>BICID-SARL</b> Bureau en Ingénierie Civil et de Développement Intégré – Sarl	167	<b>Moussa N. DIALLO</b>	E-mai Tél: 7 Bama
110.	<b>BICED-SARL</b> Bureau d'Ingénieur Conseil Espoir & Destin	168	<b>Mme BA Boundy COULIBALY</b>	E-mai Tél : 6 KKoro N'Fa
111.	<b>CEDI SAHEL -SARL</b> Centre d'Etudes Pour le Développement Intégré au Sahel-Sarl	169	<b>Aly DIARRA</b>	E-ma Tél : 6 B.P. E
112.	<b>CETAC-SARL</b> Centre d'Etudes d'Aménagement et de la Construction	171	<b>Ayoub COULIBALY</b>	E-mai Tél : 2 face à
113.	<b>SEAT-CONSULT-SARL</b> Société d'Etude et d'Assistance	175	<b>AG OUEFANE</b>	E-mai 65 77

119.	<b>BEST-SARL</b> Bureau d'Etude et de Suivi des Travaux	181	<b>Mamadou MARIKO</b>	E-mail : be Tél : 66.72. BPE 3615, Porte 413, 1
120.	<b>DI-GECI –SARL</b> Dicko Géotechnique Engineering Consult International	184	<b>Ousseiny DICKO</b>	E-mail : ou Tél : 20.20. Niamakoro
121.	<b>BECIC –GOURMA –DARYA SARL</b> Bureau d'Etudes de Contrôle et de d'Ingénieurs Conseils	186	<b>Mahamar A MAIGA</b>	E-mail : sa Tél : 66.71. Terrain de l
122.	<b>ATER-ENGINEERING –SARL</b> L'Agence Technique d'Etudes et de Recherche	191	<b>Abdramane COULIBALY</b>	E-mail : ate Tél. :21.32. Ségou
123.	<b>Seydou DIABATE</b> Ingénieur-conseil	192	<b>Seydou DIABATE</b>	E-mail : ko Tél. : 66.79. Rue 500, P
124.	<b>BICATEX-SARL</b> Bureau Ingénierie de Contrôle Assistance Technique et d'Expertise	193	<b>Moulaye HAIDARA</b>	E-mail : m Tél. :20.29. Hamdalaye Doucouré Bamako
125.	<b>Société GAUFF Ingénieure</b>	195	<b>Moussa DIARRA</b>	E-mail : jg Tél. :20.21. porte 21 B
126.	<b>BICADES</b> Bureau d'Ingénieurs Conseils-Assistance en Développement Economique et Social	196	<b>Modibo BARRY</b>	E-mail : bi Tél : 44 38 N°Tonasso, 147 – Kout
127.	<b>O.I.E.C-INTERNATIONAL</b> Office des Ingénieurs et Experts Consultants /International –Sarl	198	<b>Mahamadou KANE</b>	E-mail : m. Tél : 76.30. Bamako
128.	<b>GIDI-SARL</b> Groupe d'Ingénieurs pour le Développement Rationnel et l'Optimisation des Investissements	199	<b>Drissa TRAORE</b>	E-mail : gi tél : 20.28. B.P.E 2223, Bamako
129.	<b>L.E.E.G-SARL</b> Laboratoire d'Etudes et d'Essais Géotechniques Sarl	200	<b>Souleymane SANGARE</b>	E-mail : sou Tél : 66.94. 262 porte 1
130.	<b>SIC-KESSE-SARL</b> Sahel Ingénieurs –Conseils SIKESSE	201	<b>Kaba COULIBALY</b>	E-mail : sic Tél : 76.49. BATHILY
131.	<b>B.A-CONSULTING-SARL</b> Bureau d'Assistance et de	202	<b>Abdramane COULIBALY</b>	E-mail : ab Tél : 76.38.

140.	<b>WED-SA</b> Water and Energy Développement – SA	213	<b>Tahirou SIDIBE</b>	E-mail : wa 66.79.56.48 Bamako
141.	<b>ACT-ENGINEERING-SARL</b> Bureau d'Ingénieurs-Conseils	214	<b>Adama Ibrahima BERTHE</b>	E-mail : ac Tél : 76.17 Banou Fal
142.	<b>SMEC –SARL</b> Société Malienne d'Etudes et de Conseil	217	<b>Bruno BLANC</b>	E-mail : bb Tél : 44.38 Hippodrom
143.	<b>I.C.E.A-SARL</b> La Société d'Ingénieurs Conseils Etude Assistant	218	<b>Robert DAO</b>	E-mail : ic Tél : 20.28 Coura-Ban
144.	<b>SOCIETE GOMNY INGENIERIE CONSEILS SARL</b> (GI-Conseils-sarl)	219	<b>Oumar Almahamoudou DICKO</b>	E-mail : go Tél : 20.28 66.02.57.3
145.	<b>BURSOCLE MALI-SARL</b> La Société d'Ingénieur Conseil	220	<b>Oumar FANE</b>	E-mail : bo Tél : 66.78 Bamako
146.	<b>SERTAS- SARL</b> La Société d'Etudes, de Recherche et de Technologies Adaptées pour le Sahel	221	<b>Samba KEITA</b>	E-mail : se Tél : 75 29 1106 Bam
147.	<b>GLOBAL CONSULT</b> Bureau d'Etude	223	<b>Ousmane BAMADIO</b>	E-mail : go Tél : 76 38 Bamako
148.	<b>CEST-SARL</b> La Société de Centre d'Etude Sagatou –Sarl	224	<b>Ibrahima SAGARA</b>	E-mail : ib Tél : 76 42 Hamdallay
149.	<b>BEFORT –SARL</b> Bureau d'Etude et de Formation technique	226	<b>Tidiani THIAM</b>	E-mail : be Tél : 76 30 Bamako
150.	<b>GECI-EXPERT CONSEIL - SARL</b> Le Groupe d'Experts et de Consultants Internationaux	228	<b>Cheïck A.KASSIBO</b>	E-mail : ge Tél : 20 29 Hamdallay
151.	<b>ALPHA –CONSULT</b> Ingénieur Conseil	230	<b>Gabouné KEITA</b>	E-mail : .. Tél : 66 80 Bamako.
152.	<b>ECO-96 SARL</b> Engineering Consulting Office 96 SARL	231	<b>Seydou SAMAKE</b>	E-mail : ec Tél : 76 40 Bamako
153.	<b>CIBTP-SARL</b> Conseils en Ingénierie du Bâtiment et Travaux Publics	232	<b>Alain- Serge LEGEAY</b>	E-mail : as Tél : 71 35 Bamako

161.	<b>SCESAR SARL</b> Société de Conception, d'Etudes, de Suivis et de Recherche Appliquée	240	<b>Ibrahima MALLE</b>	E-mail : sc Rue 948, p Tél : 66 02
162.	<b>CECOGC SARL</b> Consortium pour l'Etude et la Conception des Ouvrages de Génie Civil	241	<b>Oumar ONGOIBA</b>	E-mail : b Rue 88, Po Kati Coco
163.	<b>CIA -SARL</b> Cabinet d'Ingénierie Appliquée	243	<b>Kassim COULIBALY</b>	E-mail : c Tél :75 01 BP :E434
164.	<b>BETIC SARL</b> Bureau d'Etudes Techniques en Ingénierie Civile	244	<b>Idrissa COULIBALY</b>	E-mail : d Rue 648, p - Bamako
165.	<b>BEIRAF SARL</b> Bureau d'Etude, d'Ingénierie, de Recherche, d'Assistance et de Formation	245	<b>Kalil Amadou Sidy HAÏDARA</b>	E-mail : k Tél : 66 65
166.	<b>SETIC SARL</b> Société d'Etudes Techniques d'Ingénierie Conseil	246	<b>Mamadou Boubacar DIALLO</b>	E-mail : a Rue 295, I
167.	<b>ICRED-SARL</b> Ingénierie Conseil et de Recherche pour le Développement	247	<b>Niégué dit Drissa SOGOBA</b>	E-mail : n Tel : 67 90 Badalabou
168.	<b>TED-MALI SARL</b> Technologie Economie Développement Mali	248	<b>Salif SAMAKE</b>	E-mail : d Tel : 50 43
169.	<b>SERI-SARL</b> Services Surveillances Etudes et Recherches d'Ingénieries et des Infrastructures	249	<b>Alhanafi M. TOURE</b>	E-mail : h Tél : 77 67 Station SC
170.	<b>BERICA-SARL</b> Bureau d'Etudes et de Recherche en Ingénierie Construction et Aménagement	250	<b>Gaoussou COULIBALY</b>	E-mail : b Tel: 76 29 SANGAR
171.	<b>ISSIAKA RUBIN KOURIBA</b> Ingénieur Conseil	251	<b>ISSIAKA RUBIN KOURIBA</b>	E-mail : k Tel: 66 93 Doumanza
172.	<b>Bandiougou KONATE</b> Ingénieur-Conseil	252	<b>Bandiougou KONATE</b>	E-mail : e Tél: 76 15 SEMA Ba
173.	<b>CITA-SARL</b> Conseil d'Ingénierie pour la Technologie Appliquée	253	<b>Cheickna DIAKITE</b>	E-mail : c Tél: 76 13 Hippodron E-mail :

**ARTICLE 20 DU REGLEMENT INTERIEUR :**

Nul ne peut exercer la profession d'Ingénieur-Conseil agréé, s'il n'est inscrit au Tableau de l'Ordre et ne remplit les autres conditions prescrites par les **articles 6 et 7 de la loi N°97-028/AN-RM du 20 mai 1997.**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DE L'ORDRE**

**Boubacar SISSAO**

*Ingénieur Génie Civil, MSc*

183.	<b>CRESI-ENGINEERING –SARL</b> Cabinet de Recherches et d'Etudes des Structures en Ingénierie	263	<b>Yousseuf FANE</b>	E-mail : f Tél : 66.3 collège H
184.	<b>SAFF-ETUDES-SARL</b> Ingénieur Conseil	264	<b>Aliou Badara TRAORE</b>	E –mail : Tél : 66.7
185.	<b>FLUVIAL –CONSEIL MALI- SARL</b> Ingénieur Conseil	265	<b>Mamba KONATE</b>	E-mail : n 0 Tél:69.75 Sokorodj NIMAGA

